

# enda europe



enda

## Rapport d'Activités 2006

**Enda Europe**  
La délégation  
d'Enda Tiers  
Monde en Europe

5, rue des immeubles industriels  
75 011 Paris - France  
Tél : +33 (0)1 44 93 87 40  
Fax : +33 (0)1 44 93 87 50  
[contact@enda-europe.org](mailto:contact@enda-europe.org)  
[www.enda-europe.org](http://www.enda-europe.org)



SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>ENDA EUROPE EN 2006</b>	<b>5</b>
A.	Orientation générale des activités	5
B.	Ressources	6
C.	Liste des projets au 31 décembre 2006	8
<b>II.</b>	<b>APPUI AUX ENTITES ENDA</b>	<b>10</b>
A.	Projets et programmes démarrés en 2006	10
B.	Projets conçus et ayant reçu un accord de financement en 2006	16
C.	Programmes conçus en 2006 et n'ayant pas reçu d'accord de financement en 2006	18
D.	Programmes en cours (démarrés avant 2006)	20
<b>III.</b>	<b>PROGRAMMES D'ENDA EUROPE</b>	<b>32</b>
A.	Interdépendances Nord-Sud	32
B.	Programme en France	43
C.	Prestations de services en lien avec la mission de promotion du développement durable d'enda	50
<b>IV.</b>	<b>PUBLICATION D'ARTICLES ET OUVRAGES</b>	<b>54</b>
<b>V.</b>	<b>(CO-) ORGANISATION DE SEMINAIRES ET DE FORMATIONS</b>	<b>54</b>
A.	Formations dispensées par Enda Europe	54
B.	Participation à des séminaires comme personnes ressources	54
C.	Ateliers de réflexion et d'échanges sur des thématiques portées par Enda Europe	55
<b>VI.</b>	<b>PARTICIPATION A DES RENCONTRES ET A DES RESEAUX</b>	<b>55</b>
A.	Rencontres auxquelles Enda Europe a participé	55
B.	Réseaux animés ou co-animés par Enda Europe	57
C.	Réseaux auxquels Enda Europe participe	58
	<b>Cartographie des activités d'Enda Europe</b>	<b>50</b>

### Liste des sigles et abréviations

ACSE	Agence Nationale de Cohésion Sociale et d'Égalité des Chances
CADE	Coordination pour l'Afrique de demain
CCFD	Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
CRID	Centre de Recherche et d'Information sur le Développement (France)
DEEE	Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques
DGCID	Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement
DIAPODE	Diasporas pour le développement
ENDA	Environnement, Développement, Action
FASILD	Fonds d'Action et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations
FORIM	Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations
GeSI	Global e-Sustainability Initiative
INED	Institut National d'Études Démographiques (France)
INT	Institut National des Télécommunications (France)
IPDSR	Institut de formation et recherche en Population, Développement et Santé de la Reproduction (Université Cheikh Anta Diop, Dakar)
MAAIONG	Mission pour l'Appui à l'Action Internationale des ONG (ex- MCNG, MAE)
MAE	Ministère français des Affaires Étrangères
MAFE	Migrations entre Afrique et Europe
MATE	Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Algérie)
OSIM	Organisation de Solidarité Internationale Issue des Migrations
PICRI	Partenariats Institutions Citoyens pour la Recherche et l'Innovation
PIA Cuba	Programme Inter-Associatif Cuba
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RSE	Responsabilité Sociale et Environnementale
SCAC	Service de Coopération et d'Action Culturelle
SEDIF	Syndicat des Eaux d'Ile de France
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication -
UE	Union Européenne

## I. ENDA EUROPE EN 2006

### A. ORIENTATION GENERALE DES ACTIVITES

Enda Europe s'est donnée pour mission de contribuer, au sein du réseau Enda, aux objectifs de l'organisation en matière de mise en œuvre du développement durable, de lutte contre la pauvreté et de promotion de la citoyenneté.

Dans cette optique, l'activité d'Enda Europe vise tout d'abord à **soutenir les actions des équipes et entités Enda** à travers le monde. Ce soutien prend souvent la forme d'un appui au montage et au financement de projets via, notamment, les instruments de cofinancement de la Commission européenne ou de la Coopération française.

En 2006, quatre nouveaux projets conçus en collaboration avec des équipes d'Enda ont ainsi démarré ou ont été acceptés pour cofinancement :

- *Projet de diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concerté et durable des ressources naturelles en Casamance* (Enda ACAS - Commission européenne),
- *Promotion de l'agriculture urbaine comme moyen d'améliorer la nutrition, en particulier des personnes touchées par le VIH Sida à Addis Abeba* (Enda Ethiopie - Commission européenne)
- *Formation et insertion socio-professionnelle de jeunes marginalisé-e-s par la mise en place d'une unité de production de jouets pédagogiques en bois* (Enda Bolivie - Fondation Air France),
- *Amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à Pikine* (Enda eau populaire - Mairie de Paris).

Enda Europe contribue également aux objectifs du réseau Enda en jouant un rôle **d'interface Nord-Sud** sur les questions qui affectent le développement des pays en développement et notamment de l'Afrique. Dans cette optique les chantiers qui avaient été initiés en 2005 ont commencé à porter leurs fruits.

Ainsi, l'activité de **lutte contre les discriminations liées à l'origine** est désormais bien engagée. Soutenue en 2006 par le FASILD, elle devrait bénéficier en 2007 de l'appui de cet organisme (devenu entre temps l'ACSE) et cela dans le cadre d'une Convention tri-annuelle (voir p. 36).

L'activité de valorisation de **l'apport des diasporas au développement de leur pays d'origine** devrait également se pérenniser grâce au soutien du Ministère français des Affaires étrangères qui s'est déclaré intéressé par le projet DIAPODE (Diasporas pour le développement) dont une pré-version a été élaborée fin 2006 (voir p. 27).

Notons cependant que l'activité de **promotion des transferts technologiques nord-sud** au service du développement durable n'a pas produit tous les résultats escomptés en 2006, à l'instar du projet Mobile Back Sénégal (voir p. 17) qui n'a pas été retenu en 2006 par le Service de Coopération de l'Ambassade de France à Dakar.

En 2006, Enda Europe a par ailleurs étudié la faisabilité de la mise en place d'une nouvelle activité centrée sur le suivi de **la Responsabilité des entreprises multinationales** en matière de développement durable de leurs pays d'implantation. L'objectif recherché sera de s'assurer que les multinationales contribuent favorablement au développement durable des pays du Sud à travers leurs politiques d'investissement, de ressources humaines, de marketing, d'achats, etc. Les spécificités des pays du Sud -pauvreté, chômage élevé, faible encadrement normatif, etc. - justifient en effet que les multinationales adoptent des politiques et mesures spécifiques lorsqu'elles interviennent dans ce type de pays (recrutement et formation de personnel local, produits adaptés aux ressources, à l'état nutritionnel des populations, etc.).

La démarche adoptée par Enda Europe en 2006 a été de lancer l'activité et, parallèlement, de rechercher les moyens de la pérenniser. Grâce à l'appui de deux stagiaires (Perrine Bouhana, Fatou Kane) des études sectorielles sur les télécommunications et l'agroalimentaire ont été produites. Enda Europe a également co-organisé une journée de réflexion le 5 octobre 06 à l'IEP de Paris sur le thème de la Responsabilité des entreprises pour le développement durable des pays du Sud (voir p. 31).

L'équipe d'Enda Europe a également réfléchi en 2006 aux possibilités de lancement d'une activité de **compensation des émissions de CO2** par le financement de projets dans les pays du Sud permettant d'éviter de produire ou d'absorber des émissions de CO2. Une étude a été réalisée sur les différents organismes et sites Internet actifs sur ce domaine ainsi que sur les projets d'Enda susceptibles d'être financés via un dispositif de compensation carbone. Compte tenu de la montée en puissance des préoccupations liées au réchauffement climatique et des réponses favorables de nos équipes, nous avons décidé d'aller de l'avant et de concrétiser en 2007 la mise en place de cette activité.

Au cours de l'année 2006, Enda Europe a également poursuivi ses activités de **prestations de services** en lien avec les problématiques de développement durable. Un contrat a ainsi été réalisé pour le compte du PNUD dans le domaine des Achats publics responsables (voir p. 41). D'autres activités ont été poursuivies : Projet de réhabilitation de l'Oasis de Tiout et formation des cadres du ministère de l'Environnement algérien (Ambassade de France), participation au panel développement durable d'EDF, formations dispensées dans le cadre d'un Master de Coopération internationale de l'ITI-RI / Université Marc Bloch (Strasbourg).

L'année 2007 devrait être une année de consolidation de la stratégie poursuivie depuis 2005: poursuite et renforcement de l'appui aux entités Enda, pérennisation des activités de lutte contre les discriminations liées à l'origine et de mobilisation des diasporas pour le développement, approfondissement du chantier RSE et lancement d'un nouveau chantier, celui de la Compensation carbone.

Nous souhaitons également développer l'activité prestations de services pour faire face à nos contraintes financières tout en agissant dans le cadre de la mission de l'organisation.

## B. RESSOURCES

### 1. RESSOURCES HUMAINES

En 2006 Enda Europe a fait appel à 5 salariés et à une dizaine de bénévoles.

Les salariés sont :

- Farid Yaker, Coordinateur des programmes
- Annelaure Wittmann, Chargée de mission
- Kanitha Kernem, Chargée de mission
- Sara Desessard, Responsable du pôle information-communication
- Malika Bouali, Responsable administrative et financière

Les bénévoles qui ont contribué aux activités d'Enda Europe sont :

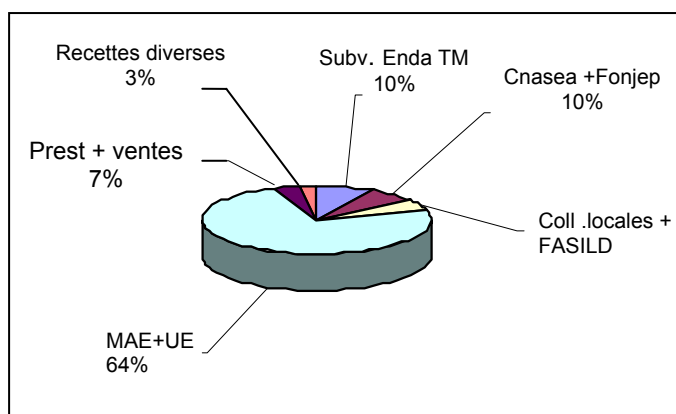
- Michel Levallois, Président
- Bernard Gérardin, Trésorier
- Patrice Blacque-Bélaïr, Secrétaire général
- Mickaël Ruleta, Jacques Pomonti, Jacques Némo, Jacques Chaumont et Brigitte Boos-Ndiaye

Les stagiaires ont été :

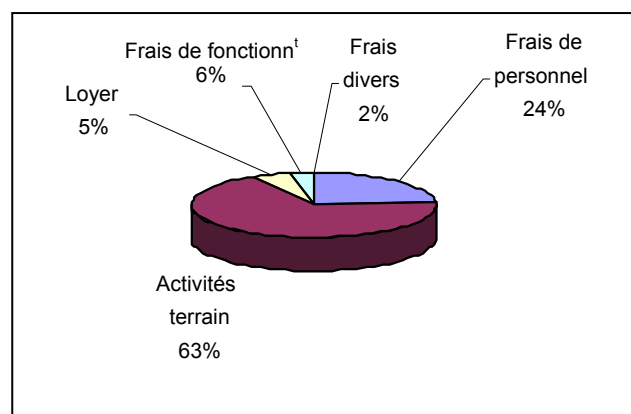
- Andrew Brenner (RSE)
- Perrine Bouhana (RSE)
- Dalila Belkhodja (Programme Méditerranée)
- Fatou Samba-Kane (RSE)
- Patricia Guitton (Lutte contre les discriminations)

### 2. RESSOURCES FINANCIERES

Budget d'Enda Europe 2006 : **710 854 €**

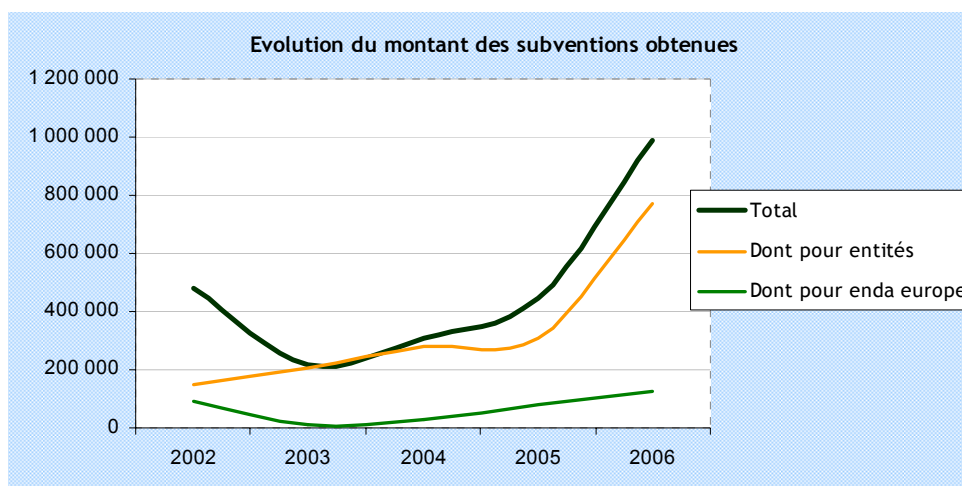


Ressources 2006



Dépenses 2006

Un appui croissant aux entités enda



Les comptes d'Enda Europe depuis 2003 montrent un accroissement constant des subventions mobilisées par l'équipe. Cette augmentation est particulièrement notable en 2006 en raison de la signature d'une convention de cofinancement avec la Commission européenne pour le *Projet de diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concerté et durable des ressources naturelles en Casamance*.

Le graphique montre également que la mobilisation de financements a bénéficié aux entités Enda (773.000 euros en 2006 contre 208.000 euros en 2003). La proportion de fonds mobilisée par Enda Europe pour son fonctionnement est restée faible, oscillant ces 3 dernières années entre 10 et 18% des financements obtenus.

Au total, 14 équipes d'Enda ont été appuyées en 2006, soit 4 de plus que l'année précédente.

Entités au Sénégal

- Enda Eau Populaire
- Enda Ecopole
- Enda DIAPOL
- Enda ACAS
- Enda RUP
- Enda Santé Plantes Médicinales
- Enda Santé Vih/Sida

Entités en Afrique hors Sénégal

- Enda Océan Indien
- Enda Mali
- Enda Ethiopie

Entités en Amérique Latine

- Enda Dom
- Enda Bolivia
- Enda Caribe

Entités en Asie

- Enda Vietnam

Bilan des demandes de cofinancement

	total	dont MAE	Dont UE	Dont autres
<b>Nombre de demandes déposées en 2006</b>	<b>13</b>	-	<b>5</b>	<b>8</b>
<i>Rappel 2005</i>	3	2	-	1
<i>Rappel 2004</i>	6	2	3	1
<b>Réponses positives reçues en 2006</b>	<b>7</b>	-	<b>1</b>	<b>6</b>
<b>Réponses négatives reçues en 2006</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<i>Rappel réponses positives 2005</i>	3	1	1	1
<i>Rappel réponses négatives 2005</i>	3	1	2	-

En 2006, l'accent a été mis sur le nombre de demandes déposées (2 fois plus que les années précédentes) et la diversification des bailleurs sollicités pour remédier à la trop forte dépendance par rapport au MAE. Cette stratégie a été un succès, puisque sur les 8 demandes présentées à de nouveaux bailleurs, 6 ont abouti.

Les 10 bailleurs (dont 7 nouveaux) mobilisés avec succès en 2006 sont :

- Publics : MAE / MAAIONG, UE (ligne 21-02-03), Région Ile de France (appel à projets PICRI), Ville de Paris (appel à projets Eau), FASILD, PNUF
- Privés : GeSi, Fondation Air France, Fondation France Télécom, Rotary Club Ingwiller

C. LISTE DES PROJETS AU 31 DECEMBRE 2006

A : appui aux entités

P : programme propre ou prestation

Programmes acceptés en 2006, à démarrer en 2007		Pays	Durée	Partenaires	Subvention	Bailleur
A	Projet de diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concerté et durable des ressources naturelles en Casamance	Sénégal	2007-2009 (3 ans)	Enda ACAS	597 838 €	UE (Europeaid)
P	MAFE (Migrations entre Afrique et Europe) : Circulation Internationale et Développement Urbain au Sénégal.	Sénégal France Espagne Italie	2006-2009 (3 ans)	INED IPDSR Enda DIAPOL CSSSE	148 200 € Géré par INED	Région Ile de France
Programmes démarrés en 2006		Pays	Durée	Partenaires	Subvention	Bailleur
P	Lutte contre les discriminations liées à l'origine sur le lieu de travail	France	2006	Comité 21	7 500 € 6 200 €	ANCSEC Ville de Paris
P	Valorisation de l'image de l'Afrique, notamment auprès des personnes issues de l'immigration en Ile de France.	France	2006-2007 (1 an)	CADE	10 000 €	ANCSEC
A	Formation et insertion socio-professionnelle de jeunes marginalisé-e-s par la mise en place d'une unité de production de jouets pédagogiques en bois.	Bolovie	2006-2007 (1 an)	Enda Bolivia	15 420 €	Fondation Air France
A	Amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à Pikine	Sénégal	2006-2007 (1 an)	Enda Eau Populaire	40 909 €	Ville de Paris
P	Responsabilité sociale des entreprises dans le développement durable des pays du Sud	France	/	4D, Sherpa, Sciences Po Paris	/	/
Programmes démarrés avant 2006		Pays	Durée	Partenaires	Subvention	Bailleur
A	Appui aux initiatives communautaires de la ville de Pikine	Sénégal	2005-2006 (2 ans)	Enda eau populaire	115 465 €	MAE
A	Adduction d'eau potable dans le village de Ndiayenne Pendao	Sénégal	2005-2006 (1 an)	Enda eau populaire	57 000 €	SEDIF
P	Adaptation du youthXchange aux pays d'Afrique francophone	Sénégal	2005-2006 (1 an)	Ecopole PNUE Asterra	39 000 US\$	PNUE
P	Renforcement des capacités en achats éco-responsables	Maroc	2005-2006 (1 an)	PNUE Ecoeff	61 000 US\$	PNUE
A	Promotion de l'agriculture urbaine afin d'améliorer la nutrition pour les ménages urbains défavorisés, en particulier ceux touchés par le VIH/SIDA	Ethiopie	2006-2009 (4 ans)	Enda Ethiopie	246 699 €	UE
A	Eau, assainissement et micro-entreprises dans les communautés rurales	Rép. Dom	2006-2007 (2 ans)	Enda Dom	150 000 €	MAE
A	Valorisation sociale et amélioration des conditions de vie de la population défavorisée	Mada	2003-2006 (4 ans)	Enda OI	195 850 € 12 848 € 2 000 €	MAE Fondation FT Rotary Club

<b>Programmes démarrés avant 2006</b>						
	Pays	Durée	Partenaires	Subvention	Bailleur	
A	Programme inter- associatif Santé et programme TRAMIL	Cuba	2002-2006 (5 ans)	Enda Caribe Médecins du Monde	304 489 €	MAE
A	Relogement participatif et développement urbain à Qui Nhon et Danang	Vietnam	2004-2007 (4 ans)	Enda Vietnam	154 905 €	MAE
P	Appui au MATE algérien et à son projet de réhabilitation de l'oasis de Tiout	Algérie	2006		12 800 €	MAE -SCAC
<b>Programmes conçus en 2006</b>						
	Pays	Durée	Partenaires	Subvention	Bailleur	
P	Mobilisation des diasporas qualifiées pour le développement	Intl	/	Une dizaine d'entités FORIM	En attente de réponse	MAE
A	Lutte contre les changements climatiques : compensation des émissions de CO2 dans le cadre de projets de développement dans les pays du Sud	Intl	/	/	/	/
P	Des claviers pour tous, oui, mais à quel prix ? Vers une solidarité numérique responsable !	EAD	/	Waste (ONG néerlandaise)	En attente de réponse	UE
P	Des claviers pour tous, oui, mais à quel prix ? Vers une solidarité numérique responsable !	Fra/Sén	/	INT	En attente de réponse	Région Ile de France
<b>Programmes refusés en 2006</b>						
	Pays	Durée	Partenaires	Subvention	Bailleur	
A	Amélioration de l'environnement sanitaire et social des quartiers démunis d'Antananarivo	Mada		Enda OI	722 171 €	UE (Europeaid)
A	Projet intégré de lutte contre les bilharzioses dans le bassin du fleuve Sénégal	Sénégal		Enda Eau Populaire	727 433 €	UE (Europeaid)
A	Appui à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement dans des quartiers défavorisés de deux chefs lieux de région.	Sénégal		Enda RUP	575 000 € 1 378 156 €	AFD UE (facilité eau)
A	Appui aux initiatives locales pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les régions de Thiès et de Louga	Sénégal		Enda Eau Populaire	1 433 616 €	UE (facilité eau)
A	Education à l'environnement et à la santé dans les écoles au Sénégal	Sénégal		Enda santé plantes médicinales	134 775 €	MAE
A	Initiative pour le renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile pour lutter contre le VIH/SIDA	Sénégal Mali Bénin Niger		Enda Santé Vih/Sida Enda Mali	2 568 970 \$	ACBF (Banque Mondiale)
A	Mobile Back Sénégal	Sénégal		Enda Ecopole FT - Sonatel Fonebak PNUE -GeSi	104 486 €	MAE
A	Adduction d'eau potable et renforcement des capacités des femmes dans le village de Téréli	Mali		Enda Mali Monou Iré Eau Lambda	19 525 €	Ville de Paris

## II. APPUI AUX ENTITES ENDA

### A. PROJETS ET PROGRAMMES DEMARRES EN 2006

#### PROMOTION DE L'AGRICULTURE URBAINE AFIN D'AMELIORER LA NUTRITION POUR LES MENAGES URBAINS DEFAVORISES, EN PARTICULIER CEUX TOUCHES PAR LE VIH/SIDA

Partenaire enda	Enda Ethiopie
Autres partenaires	Associations locales
Localisation	3 quartiers d'Addis Abeba
Dates de début-fin	2006 - 2009
Budget	381 021.49 € (dont UE 246 699 €)
Bailleurs	UE (ligne 21-02-03), CORDAID (Pays Bas), Enda



#### Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

Le programme d'agriculture urbaine d'Enda Ethiopie, depuis ses débuts en 2001, s'efforce d'encourager une meilleure nutrition, les activités génératrices de revenus et la protection de l'environnement, par la promotion de deux composantes majeures : l'Agriculture Bio Intensive et la Production de Lait à Petite Echelle.

Le programme actuel a deux objectifs majeurs :

- Renforcer les deux composantes majeures du programme existant afin d'en assurer la durabilité et la répliquabilité.
- Etendre le programme existant, en particulier l'Agriculture Bio Intensive afin de remédier aux problèmes de nutrition chez les familles affectées et infectées par le VIH/SIDA.

#### Objectifs globaux :

- amélioration de la nutrition et de l'état de santé, en particulier, eu égard au VIH/SIDA
- augmentation du revenu de base des ménages urbains défavorisés

#### Objectif spécifique :

L'intensification de la pratique de l'agriculture urbaine dans les secteurs du projet, en particulier parmi les populations affectées et infectées par le VIH/SIDA.



#### Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus

Partenaire	Rôle	Financement prévu
Enda Ethiopia	Conception du projet Mise en œuvre du projet Mobilisation du cofinancement CORDAID	/
Enda Europe	Appui à la formalisation du projet pour la demande de cofinancement UE Suivi administratif du cofinancement UE	14 700 €
Délégation de la Commission Européenne en Ethiopie	Cofinancement	246 699.00 €
CORDAID	Cofinancement	119 622.49 €



#### Cadre de mise en œuvre et chronogramme

Démarrage officiel des activités le 01/02/2006, clôture prévue fin 2009.

## Présentation des activités réalisées et de leurs impacts

La convention de cofinancement entre Enda Europe et la Délégation de la Commission Européenne en Ethiopie a été signée fin décembre 2005. Le démarrage officiel du projet a eu lieu le 1<sup>er</sup> février 2006.

### Principales activités réalisées par Enda Ethiopia :

- Organisation d'un atelier avec l'ensemble des parties prenantes (bénéficiaires, autorités locales, FAO, Commission Européenne, Enda Ethiopia, Enda Europe) le 14 avril 2006.
- Formation de 6 producteurs de légumes aux techniques d'agriculture urbaine
- Formation de 10 formatrices communautaires sur la conservation et la préparation des légumes
- Formation de 11 formateurs/trices communautaires sur le maraîchage bio-intensif
- Appui à l'auto-organisation par l'encadrement de réunions trimestrielles de Producteurs Leaders de Légumes
- Supervision des restitutions de formations de formateurs (148 personnes ainsi formées)
- Installation de sites de démonstration sur l'agriculture urbaine dans 5 écoles
- Organisation de 3 Journées de la Récolte des Légumes
- Signature d'une convention de partenariat entre Enda Ethiopia et Dawn of Hope, une association de personnes touchées par le VIH/SIDA
- Installation de 3 sites de démonstration dans les bureaux locaux de Dawn of Hope
- Enquêtes auprès de 154 personnes touchées par le VIH/SIDA
- Organisation d'un atelier de sensibilisation auprès de 55 personnes touchées par le VIH/SIDA
- Distribution d'outils de maraîchage pour 50 personnes touchées par le VIH/SIDA



Parties prenantes du projet participant à la planification des activités le 14 avril 2006

Une mission de suivi a été réalisée par Enda Europe du 13 au 17 avril 2006.

## Éléments de perspective pour 2007

Poursuite des activités dans le cadre du projet cofinancé par la Commission Européenne.

## FORMATION ET INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE DE JEUNES MARGINALISÉ-E-S PAR LA MISE EN PLACE D'UNE UNITÉ DE PRODUCTION DE JOUETS PÉDAGOGIQUES EN BOIS

<b>Partenaire enda</b>	Enda Bolivia
<b>Autres partenaires</b>	/
<b>Localisation</b>	Ville d'El Alto, Bolivie
<b>Dates de début-fin</b>	Juin 2006 - juin 2007 (1 an)
<b>Budget</b>	29 725.75 € (dont Fondation Air France : 15 420 €)
<b>Bailleurs</b>	Fondation Air France, Enda Bolivia



### Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

En Bolivie, le taux d'alphabétisation des personnes de plus de 15 ans est de 80% pour les femmes et 92% pour les hommes. La Ville d'El Alto compte environ 700 000 habitants dont 35% en âge scolaire, c'est-à-dire entre 4 et 18 ans. La majorité (41%) de la population âgée de plus de 19 ans a seulement atteint un niveau d'éducation primaire.

Le thème du chômage ou du sous-emploi des jeunes n'est pas une nouveauté en Bolivie et est fréquemment abordé dans le cadre des politiques sociales nationales. Des expériences sont régulièrement mises en place afin de tenter de lutter contre ce phénomène. Mais la tendance à aborder la question par un certain volontarisme politique et/ou assistantialisme, conduit à des formations socio-professionnelles éloignées des secteurs productifs, un niveau de formation d'une qualité basse et une désarticulation avec d'autres services complémentaires, qui reproduit le système d'auto-emploi dans le secteur informel.

L'initiative et l'idée de mettre en place un atelier de menuiserie pour produire des jouets pédagogiques en bois est née à partir des expériences concrètes des jeunes avec lesquelles travaille Enda en Bolivie, ainsi que de leurs éducateurs. Il n'existe en effet pas de tels produits sur le marché local, alors que la demande au niveau des organismes d'accueil de l'enfance est importante.

La méthodologie du projet est de créer un espace de transition entre le moment où les jeunes quittent le milieu scolaire à la fin du parcours ou prématurément comme cela est souvent le cas, afin d'entrer dans le marché du travail. Nous espérons à travers ce projet aider les jeunes à mieux définir leurs envies professionnelles et à « apprendre en faisant » un véritable métier, dans un cadre moins rigide que le cadre professionnel formel, avec un accompagnement psycho-social adapté à leurs besoins.

### Objectif général

Améliorer l'employabilité et le niveau d'insertion socio-professionnelle des adolescent-e-s de 15 à 20 ans marginalisés.

### Objectifs spécifiques

- Développer chez ces adolescents des compétences spécifiques dans un métier précis : la menuiserie (fabrication de jouets pédagogiques en bois) afin qu'ils atteignent un niveau de main d'oeuvre semi-qualifiée.
- Promouvoir l'acquisition de compétences de bases, sociales et transversales chez ces adolescents afin d'améliorer leurs capacités à s'insérer dans la société et le monde professionnel.
- Renforcer l'offre éducative et de formation professionnelle sur la base de la demande existante des secteurs productifs, le marché de l'emploi et les caractéristiques et attentes jeunes bénéficiaires.
- Renforcer la production et la commercialisation de l'unité sociale productive de jeux didactiques.

Les activités à réaliser pour atteindre les objectifs prévus sont les suivantes :

#### Résultat 1:

Conception et mise en oeuvre d'un curricula de formation socio-professionnelle pour améliorer l'employabilité des jeunes marginalisé-e-s.

- Conception et réalisation d'un plan d'action thématique
- Conception et réalisation d'un dossier de contenus minimaux spécialisés: aspects techniques et transversaux (culture générale, citoyenneté), formation psychosociale;
- Conception et réalisation de matériel éducatif ;
- Edition des outils pédagogiques
- Mise en place de la formation socio-professionnelle.

**Résultat 2**

80 jeunes participent au processus de formation socio-professionnelle (50% de garçons et 50% de filles)

- Identification de la population bénéficiaire du projet
- Diagnostic psycho-social des bénéficiaires du projet
- Formalisation et mise en place d'accords entre les bénéficiaires et le projet.



Exemple de jouet réalisé dans les ateliers d'Enda Bolivie

**Résultat 3**

Mise en oeuvre du processus éducatif et de création de compétences dans la fabrication de jouets didactiques en bois (menuiserie spécialisée).

- Organisation de l'atelier de menuiserie spécialisée (achat d'équipements, de fournitures, de matières premières, de matériel pédagogique et administratif)

**Résultat 4**

Mise en place d'un système d'information, de placement et de suivi de l'emploi des jeunes.

- Mise en place d'une base de données du marché de l'emploi
- Mise en place de contrats de placement des jeunes ;
- Mise en place de contrats de commercialisation de la production ;
- Conception de la méthodologie de suivi socio-professionnel après la formation.

 **Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus**

Partenaire	Rôle	Financement prévu
Enda Bolivia	Conception et mise en oeuvre du projet Cofinancement	14 305.75 €
Enda Europe	Appui à la formalisation du projet pour la demande de cofinancement Suivi administratif du cofinancement	/
Fondation Air France	Cofinancement	15 420 €

 **Cadre de mise en oeuvre et chronogramme**

Les principales activités réalisées à ce jour ont été :

- Conception et réalisation d'un plan d'action thématique
- Conception et réalisation d'un dossier de contenus minimaux spécialisés: aspects techniques et transversaux (culture générale, citoyenneté), formation psychosociale;
- Conception et réalisation de matériel éducatif ;
- Edition des outils pédagogiques
- Mise en place de la formation socioprofessionnelle
- Identification de la population bénéficiaire du projet et diagnostic psychosocial
- Formalisation et mise en place d'accords entre les bénéficiaires et le projet.
- Organisation de l'atelier de menuiserie spécialisée.
- Mise en place d'une base de données du marché de l'emploi, de contrats de placement des jeunes et de contrats de commercialisation de la production.
- Conception de la méthodologie de suivi socio-professionnel après la formation.

 **Eléments de perspective pour 2007**

Il reste à finaliser l'équipement de l'atelier, incorporer d'autre jeunes et d'autres adolescents dans l'atelier, continuer leur formation socioprofessionnelle et enfin concevoir une méthodologie qui permette le suivi social et pédagogique après leur passage chez Enda.

**EAU, ASSAINISSEMENT ET MICRO-ENTREPRISES DANS LES COMMUNAUTÉS RURALES DE REPUBLIQUE DOMINICAINE**

<b>Partenaire enda</b>	Enda République Dominicaine
<b>Autres partenaires</b>	Associations locales
<b>Localisation</b>	Communes rurales d'El Valle et Bayaguana (République Dominicaine)
<b>Dates de début-fin</b>	2006 - 2007
<b>Budget</b>	303 825 € (dont MAE 150 000 €)
<b>Bailleurs</b>	MAE, Agro Accion Alemana, Enda



**Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques**

Ce projet est la phase II d'un précédent projet dont le cofinancement par le MAE/ Tourism for Development avait été suivi par Enda Europe de 2003 à 2004<sup>1</sup>. Ce projet avait permis d'obtenir de bons résultats en matière d'assainissement et d'accès à l'eau dans les communautés. Il s'agit de poursuivre les efforts menés en cours de phase I, avec cette fois ci un volet de promotion de la micro-entreprise.

**Objectif global :**

Avoir contribué de manière significative à appuyer un développement rural intégré, à l'issue du projet, en élevant la qualité de vie de la population.

**Objectifs spécifiques :**

- 1) Autonomiser les communautés quant à la gestion des services d'eau potable et de santé communautaire.
- 2) Générer des revenus tout en protégeant l'environnement.

**Résultats attendus :**

- Construction de 4 micro-aqueducs
- Formation et équipement de 2 comités de santé communautaire
- Formation et équipement de 3 micro-entreprises



**Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus**

Partenaire	Rôle	Financement prévu
Enda Dom	Conception du projet Mise en œuvre du projet Mobilisation du cofinancement Agro-Acción Alemana et Enda Tiers Monde	36 457 €
Enda Europe	Appui à la formalisation du projet pour la demande de cofinancement MAE Suivi administratif du cofinancement MAE	150 000 €
Agro Accion Alemana	Cofinancement	47 642 €
Enda Tiers Monde (fonds souples)	Cofinancement	43 200 €
Associations locales	Participation en nature (matériel, main d'œuvre, bénévoles...)	26 526 €



**Cadre de mise en œuvre et chronogramme**

Démarrage officiel des activités le 01/01/2006, clôture prévue fin 2007.



**Présentation des activités réalisées et de leurs impacts**

L'année 2006 a permis de démarrer les activités avec les comités de gestion de l'eau et de construire 3 micro-aqueducs. Les zones d'implantation retenues sont :

- Los Bambúes à El Valle (1 micro-aqueduc)
- et Antón Sánchez (2 micro-aqueducs) à Bayaguana.

Un comité par ouvrage hydraulique, plus 2 comités de santé et 3 comités correspondant aux 3 micro-entreprises (2 comités agroforestiers et 1 comité artisanal), ont été mis en place, leurs membres sont responsabilisés quant au fonctionnement des activités (convocation des habitants, appui, réglementation...). Chaque comité est composé de 4 à 5 personnes. Ces équipes de travail ont été formées lors d'ateliers de renforcement de capacités facilités par enda-dom selon les demandes exprimées par les membres de la communauté, sur la santé, l'eau potable, l'assainissement, ainsi l'apprentissage de l'artisanat à base de bambou.



Réseau de distribution de l'eau d'un micro-aqueduc à El Valle

Le premier comité agroforestier mis en place a été celui d'El Valle. Un recensement des plantations forestières a été réalisé, ainsi qu'un inventaire forestier afin de quantifier les produits vendables.

Le deuxième comité est basé au niveau de l'entreprise d'agroforesterie *La Esperanza* à Bayaguana. Là bas, il s'est agi de renforcer et d'accompagner la structure de commercialisation déjà en place. Cette partie du projet a été exécutée grâce au co-financement du *Service Allemand de Coopération (DED)*.

Un troisième comité, artisanal celui-ci, est chargé d'une micro-entreprise de production de meubles en bambou à Yanigua.

Un diagnostic de base dans les communautés d'intervention du projet a été réalisé, ainsi qu'une étude sur la commercialisation des produits forestiers dans la zone autour des micro-entreprises forestières.

La mission de suivi d'Enda Europe a permis de rencontrer les communautés participant au projet, de constater leur motivation et implication, de visiter les infrastructures réalisées, de s'assurer du suivi comptable des opérations, de

rencontrer divers interlocuteurs de la coopération française et européenne à Santo Domingo, et d'évoquer les perspectives d'Enda Dom et d'Enda Caraïbes.



#### Eléments de perspective pour 2007

Poursuite et clôture des activités au 31.12.2007 dans le cadre du projet MAE.

Il est envisagé d'apporter un appui aux producteurs forestiers d'El Valle, de Bayaguana, et d'autres sites où intervient Enda Dom (Zambrana, Villa Altagracia) qui sont organisés en micro-entreprises de scierie et de commercialisation de produits forestiers transformés, afin de valoriser leur activité de reforestation dans le cadre de la compensation des émissions de CO2.

## B. PROJETS CONÇUS ET AYANT REÇU UN ACCORD DE FINANCEMENT EN 2006

## PROJET DE DIFFUSION DE TECHNOLOGIES APPROPRIÉES ET DE MODES DE GESTION CONCERTÉE ET DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES EN CASAMANCE

<b>Partenaire enda</b>	Enda Tiers Monde, équipe ACAS - Actions en Casamance
<b>Autres partenaires</b>	Associations villageoises et unions inter-villageoises
<b>Localisation</b>	Sénégal, région naturelle de Casamance, régions administratives de Kolda et de Ziguinchor. L'action concerne 83 villages repartis sur 7 communautés rurales : - 3 communautés rurales de la région de Kolda : Saré Bidji (Vallée de Saré Lamine et Vallée de Saré Sara), Ndorma (Vallée de Saré Lamine), Tankanto escale (Vallée de Nemataba Mandingue) - 4 communautés rurales de la région de Ziguinchor : Boutoupa-Camaracounda, Adéane, Kafountine (Iles du Bliss et du Karone et Vallée de Kabadio), Diouloulou (Vallée de Kabadio).
<b>Dates de début-fin</b>	2007 - 2009
<b>Budget</b>	828 044.14 € (dont UE 597 837.52 € soit 72.20 %)
<b>Bailleurs</b>	UE, Coopération Technique Allemande (CIM), Enda



## Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

La Casamance regroupe les 2 régions administratives de Ziguinchor et Kolda, dans le sud-ouest du Sénégal. Sa population est estimée à 1 341 000 habitants, soit 1/10<sup>ème</sup> de la population sénégalaise, et reflète la diversité ethnique du Sénégal (Diola majoritaires, Peuls, Mandingues...)

Les besoins identifiés sont:

-- *L'accès à l'eau potable*

Le taux de couverture des besoins en eau potable est de 38% à Ziguinchor et de 26% à Kolda ce qui est nettement en deçà de la moyenne nationale de 54%<sup>2</sup>. La région naturelle de Casamance bénéficie, certes, de conditions climatiques favorables mais manque d'eau douce et potable surtout dans les îles. Par ailleurs, les ressources en eaux souterraines mobilisables sont limitées notamment dans la région de Ziguinchor à cause de l'invasion de la langue salée en provenance de l'océan. Cependant, dans la région de Kolda, le potentiel des ressources en eau est très important.

-- *La santé*

Dans les zones d'intervention, la prolifération des maladies liées à la qualité de l'eau qui touchent particulièrement les enfants avec un taux de prévalence de la diarrhée qui atteint 26%.

-- *L'appui aux agriculteurs pour mobiliser des ressources en eau douce*

Le potentiel des vallées agricoles casamançaises est freiné par une mobilisation insuffisante des ressources en eau douce. Depuis plusieurs années, la remontée de la langue salée a réduit considérablement les surfaces cultivables en particulier dans la région de Ziguinchor, d'où l'intérêt des digues anti-sel.

-- *L'appui à l'émergence d'un leadership pour le développement local*

On note un besoin fortement exprimé de formation, au niveau du mouvement associatif villageois casamançais, qui peine à porter et à défendre les intérêts des communautés, ce qui freine l'émergence de pouvoirs locaux représentatifs et phase avec les attentes et les capacités des populations.

**Objectifs globaux**

1. Contribuer à l'**autosuffisance alimentaire** et encourager les **activités génératrices de revenus** en particulier pour les femmes par l'amélioration de la disponibilité et la qualité de l'eau d'irrigation en Casamance.
2. Améliorer la **santé et l'hygiène** par une mise à disposition de l'eau potable auprès des communautés rurales les plus enclavées et/ou les plus affectées par le conflit en Casamance.

<sup>2</sup> Source: Document de stratégie de coopération et programme indicatif pour la période 2002-2007, Sénégal - Communauté Européenne, 107

3. Contribuer à protéger les **ressources naturelles** de la Casamance, en particulier les ressources hydriques, la préservation des sols (érosion, ensablement) et la biodiversité.
4. Promouvoir et consolider la culture de la **paix** en accompagnant une dynamique de dialogue et de solidarité au niveau communautaire, inter-villageois en Casamance et au Sénégal, sur la gestion des ressources naturelles.

**Objectif spécifique**

Accroître et assurer la maîtrise et l'appropriation de techniques et de **modes de gestion rationnelle, durable et concertée** des ressources naturelles notamment hydrauliques au profit de 83 villages casamançais.

**Principales activités prévues**

- Activité 1 : Aménagements hydro-agricoles et lutte anti-érosion dans 4 vallées (digues, reboisement...)
- Activité 2 : Approvisionnement de 3 communautés rurales en eau potable (citernes de récupération d'eaux de pluie, mini-forages, puits...)
- Activité 3 : Prévention de la pollution de la nappe phréatique et des éco-systèmes (latrines, pirogues à énergie solaire)
- Activité 4 : Accompagnement social des infrastructures et formation aux technologies appropriées (formation des comités de gestion des infrastructures, sensibilisation à la santé, l'hygiène et l'environnement, visites d'échanges inter-villageoises transfrontalières...)
- Activité 5 : Coordination des activités (suivi d'impact, capitalisation...)



Des centaines de villageois participent aux travaux de construction des digues de retenue d'eau dans la vallée de Saré Sara

**Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus**

Partenaire	Rôle	Financement prévu
Enda ACAS	Conception et mise en œuvre du projet	/
Enda Europe	Appui à la formalisation du projet pour la demande de cofinancement UE Suivi administratif du cofinancement UE	/
Enda Tiers Monde	Cofinancement	16 000 €
Commission Européenne (Europeaid)	Cofinancement	597 837 €
Partenaire	Rôle	Financement prévu
Coopération Technique Allemande (CIM)	Cofinancement	90 000 €
Paix et Développement	Cofinancement	15 000 €

**Cadre de mise en œuvre et chronogramme**

La convention de cofinancement a été signée par Enda Europe et la Commission Européenne le 26.12.2006. La date de démarrage du projet a été fixée au 01.01.2007.

**Eléments de perspective pour 2007**

Les activités de construction d'infrastructures vont démarrer dès le début de l'année 2007. Les activités d'accompagnement social vont démarrer en parallèle. Compte tenu du contexte particulier et conformément aux souhaits du défunt Secrétaire Exécutif, M. Mohammed Soumaré, des actions de dialogue pour la paix vont progressivement être mises en place sur les 2 années suivantes du projet : échanges entre agriculteurs casamançais et agriculteurs de la vallée du fleuve Sénégal, échanges transfrontaliers avec des agriculteurs gambiens et bissau-guinéens.

Un programme transfrontalier sur la Ségambie (Gambie, Casamance, Guinée Bissau) intégrant les préoccupations de gestion des conflits, de développement rural et de dialogue politique, est en cours de préparation avec Enda DIAPOL, équipe également présente sur la région.

### C. PROGRAMMES CONÇUS EN 2006 ET N'AYANT PAS RECUS L'ACCORD DE FINANCEMENT

#### PROJET MOBILE BACK SENEGAL - CREATION D'UN CENTRE DE FORMATION EN RECYCLAGE ET REPARATION DE TELEPHONES PORTABLES USAGES

<b>Partenaire enda</b>	Enda Ecopole
<b>Partenaires</b>	France Télécom, Sonatel, Fonebak
<b>Localisation</b>	Dakar, Sénégal
<b>Dates de début-fin</b>	2006-2008
<b>Budget</b>	381 505 €



#### Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

Au Sénégal, compte tenu de la prolifération de téléphones portables importés, et en l'absence de filière de recyclage des téléphones portables usagés, le projet Mobile Back Sénégal entend mettre en place des activités de collecte et de recyclage, de portables usagés et de valorisation artistique des téléphones portables en fin d'utilisation, tout en promouvant de bonnes pratiques environnementales dans ce domaine.

La création de ces activités permettra :

- d'assainir le marché gris du téléphone portable au Sénégal, marché sur lequel circulent des portables usagés particulièrement nocifs.
- d'éliminer, dans des conditions environnementales satisfaisantes, les téléphones portables en fin de vie en les collectant, les recyclant et en les valorisant en objets artistiques/utilitaires et en envoyant les éléments nocifs pour traitement en Europe.
- de donner une source de revenus à 5 artisans recycleurs qui auront été formés dans le cadre du projet

En outre, des séances de sensibilisation, permettront de sensibiliser les électroniciens populaires aux problématiques du recyclage et aux modes de productions durables, notamment en matière de gestion des déchets.

Enfin, le projet entend permettre à des groupes de base, qui seront identifiés au cours du projet, d'avoir accès à la téléphonie mobile. En effet, les portables en bon état collectés seront reconditionnés par un des partenaires (Fonebak) et distribués aux groupes de base (groupe de pêcheurs, de paysans, de maraîchers...) à des prix préférentiels.

#### Objectif global :

1. Soutenir les dynamiques de développement local
2. Contribuer à la préservation de l'environnement et au développement durable
3. Participer à la réduction de la fracture numérique.

#### Objectifs spécifiques :

1. Créer un atelier de recyclage de téléphones portables à Dakar
2. Recycler les portables en fin de vie (sources de pollution environnementale). en tant qu'objets utilitaires ou artistiques
3. Permettre l'accès aux téléphones mobiles à des groupes de base
4. Promouvoir des bonnes pratiques environnementales auprès des électroniciens populaires
5. Capitaliser l'expérience pour permettre son transfert à d'autres régions
6. Sensibiliser les usagers sur les questions de traitement des déchets électroniques et de modes de consommation et de production durables



### Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus

Partenaire	Rôle	Financement prévu
Enda Ecopole	Co-conception et mise en œuvre du projet	/
Enda Europe	Co-conception et appui à la formalisation du projet pour la demande de cofinancement SCAC Dakar, PNUE	/
Enda Tiers Monde	Cofinancement	38 156 €
France Télécom	Cofinancement et participation au suivi du projet	42 346 €
Sonatel	Cofinancement et participation à la mise en œuvre du projet	81 485 €
Fonebak	Cofinancement et participation à la mise en œuvre du projet	10 230 €
GeSi	Cofinancement	15 400 €
SCAC		104 486 €



### Cadre de mise en œuvre et chronogramme

Le projet devait débuter en 2006 et se dérouler sur 24 mois.



### Résumé exécutif des principales activités de 2006

L'année 2006 s'est concentrée autour de la présentation du dossier de demande de cofinancement auprès du SCAC à Dakar. La restructuration du Ministère français des Affaires Etrangères et des processus de déconcentration a retardé l'examen du projet MBS qui avait été déposé depuis le mois d'octobre 2005 au SCAC à Dakar et au MAE à Paris. Le projet avait également été remanié en mai, suite à quelques réunions avec le SCAC. Le projet a enfin été examiné au comité de sélection des projets de juillet 2006, auquel il a été refusé. Enda Europe a de ce fait organisé diverses réunions avec ses partenaires sur la suite possible du projet et a proposé plusieurs nouvelles versions du projet, plus modestes et pouvant être entrepris avec les moyens financiers déjà mobilisés. La non-obtention de la subvention du SCAC et le départ de certains responsables du projet au sein de nos principaux partenaires risque toutefois de perturber une possible mise en œuvre du projet.



### Eléments de perspective pour 2007

Les perspectives du projet pour 2007 sont donc assez restreintes du fait de l'absence de financements complémentaires. Toutefois, la veille sur de possibles sources de financement sera poursuivie au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2007.

**D. PROGRAMMES EN COURS (DEMARRES AVANT 2006)**

APPUI AUX INITIATIVES COMMUNAUTAIRES DE LA VILLE DE PIKINE, SENEGAL	
Partenaire enda	Enda eau populaire
Autres partenaires	SONES (société publique d'hydraulique), SDE (société privée d'hydraulique), Service National d'Hygiène, Hôpital Aristide Le Dantec (structure de santé semi-publique)
Localisation	Quartiers défavorisés de la ville de Pikine
Dates de début-fin	2005 - 2006
Budget	242 917 € dont MAE 115 465 €
Bailleurs	MAE, Association des Femmes pour l'Appui aux Actions de Développement (AFAAD)



**Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques**

Négligeable en 1955, la population de la ville de Pikine, située à une dizaine de kilomètres de Dakar, est en croissance continue. En 1991, Pikine est devenu le premier ensemble urbain du Sénégal devant Dakar.

Cet accroissement entraîne une occupation désordonnée de l'espace urbain qui pose un certain nombre de problèmes dont celui de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et l'accès aux soins primaires.

**Objectif global :**

Améliorer la qualité de vie des habitants défavorisés de la ville de Pikine.

**Objectifs spécifiques :**

- Assurer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement liquide des quartiers les plus démunis
- Assurer l'accès des populations démunies des quartiers ciblés aux médicaments essentiels en collaboration avec l'Hôpital Aristide Le Dantec
- Renforcer les capacités d'organisation, de gestion communautaire et de prise de décision démocratique



**Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus**

Partenaire	Rôle	Financement prévu
enda eau populaire	Conception du projet Mise en œuvre du projet Mobilisation du cofinancement CORDAID	9 528 €
Enda Europe	Appui à la formalisation du projet pour la demande de cofinancement SCAC Suivi administratif du cofinancement SCAC	4 070 €
SCAC MAE	Cofinancement	115 465 €
Communes d'arrondissement de Keur Massar et de Malika	Cofinancement	33 524 €



**Cadre de mise en œuvre et chronogramme**

Lieu géographique de l'intervention : Sénégal, Pikine, quartiers de Malika et de Keur Massar

Démarrage des activités décembre 2004, clôture prévue juillet 2006.

Une mission annuelle de suivi par Enda Europe.



**Résumé exécutif des principales activités de 2006**

Cette seconde année du projet a été principalement consacrée au volet assainissement du projet.

A l'origine, des puisards avaient été prévu dans la proposition initiale, mais le PAQPUD (Programme d'Amélioration des Quartiers Périurbains de Dakar), qui est apparu entre le moment où le projet a été déposé et le moment où le projet a reçu l'accord, a prévu la réalisation de puisards sur ces quartiers. Le choix pour lequel a opté enda eau populaire, en concertation avec la population locale, est celui des latrines publiques. Ce choix est motivé par l'impact plus important pour la population locale en matière d'accès à l'assainissement.

Ainsi, la seconde phase du projet (janvier 2006-juillet 2006), s'est concentrée sur la réalisation des latrines publiques et la sensibilisation de la population à l'hygiène, la santé et à la gestion participative des équipements.

L'identification de l'emplacement des latrines a été réalisée avec les 2 mairies d'arrondissement.

Les 9 blocs de latrines ont été construits dans les lieux publics où les besoins se faisaient le plus sentir, soit que les latrines étaient inexistantes, soit qu'elles étaient défectueuses. Ainsi, à Keur Massar 2 mosquées, 2 écoles 1 case de santé ont été équipées, et à Malika les latrines ont été réalisées dans 2 écoles, 1 marché et 1 maternité.

Compte tenu du peu de place disponible sur certains lieux pressentis et de la configuration du terrain, la répartition des 9 blocs de 8 postes s'est concrétisée comme suit :

- 5 blocs de 8 postes
- 8 blocs de 4 postes

La mise en place de blocs sanitaires dans les écoles de ces quartiers constitue la condition sine qua non pour que les fillettes puissent aller à l'école et recevoir une éducation de base.

Les mosquées, en tant que lieux publics de grande fréquentation, nécessitaient également l'installation de latrines publiques.

Enfin, l'installation de blocs sanitaires dans les cases de santé et la maternité permettra à terme d'améliorer les conditions d'hygiène et de santé des patients tout comme du personnel, assurant ainsi une meilleure qualité de soins dans un milieu sain.

Les latrines ont été réalisées par une entreprise locale (SECAB) et sous la supervision de l'ONAS, du service d'hygiène (au début des travaux) et des mairies d'arrondissement et avec l'aide des populations. Les travaux se sont déroulés pendant un mois et ont mobilisé la population locale qui ont apporté sable et le petit matériel.



Latrines réalisées à Keur Massar

Enda Europe a réalisé la mission de suivi finale qui lui a permis :

- d'effectuer une visite de terrain et de constater la bonne réalisation du projet
- de rencontrer la personne du SCAC chargée du suivi du cofinancement
- de réaliser le suivi et administratif du projet, se traduisant par la rédaction des rapports techniques et financiers finaux.

### **Eléments de perspective pour 2007**

Enda Eau populaire et Enda Europe continueront leur partenariat sur ce projet puisque elles ont décroché une subvention de la Mairie de Paris et de UN-Habitat pour l'étendre à d'autres quartiers de Keur Massar et Malika.

**ADDUCTION D'EAU POTABLE A NDIAYENNE-PENDAO, SENEGAL**

<b>Partenaire enda</b>	Enda eau populaire
<b>Autres partenaires</b>	Direction de l'hydraulique, mairie de la ville de Dagana, représentants de la communauté rurale de Ndiayenne - Pendao
<b>Localisation</b>	Ndiayenne Pendao
<b>Dates de début-fin</b>	2005 - 2006
<b>Budget</b>	93 973 € dont 57 000 € du SEDIF
<b>Bailleurs</b>	SEDIF et acteurs locaux

 **Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques**

En milieu rural et dans toutes les villes qui sont hors du patrimoine de la SONES (Société Nationale des Eaux du Sénégal), le service de l'eau est du ressort de la Direction de l'Hydraulique et de la Direction de l'Exploitation et de la Maintenance, structures dépendant du Ministère de l'hydraulique et de l'Agriculture, et relativement bien décentralisées dans le pays.

Le village de Ndiayenne - Pendao est situé à 50 km de Dagana dans la région de Saint-Louis sur la route Nationale 2. Sa population est estimée à 1 500 habitants.

Le village dispose d'un réseau d'eau complet comprenant : un forage, un château d'eau, des bornes fontaines et des prises d'eau pour charrettes. Le forage capte une nappe salée impropre à la consommation humaine ce qui a entraîné son arrêt.

Actuellement les populations s'approvisionnent en eau au fleuve Ngalenka distant d'environ 2 km ou bien à partir des puits de qualité douteuse.

*Objectif global :*

Améliorer la qualité de vie des habitants défavorisés du village de Ndiayenne - Pendao.

*Objectifs spécifiques :*

- Assurer l'approvisionnement en eau potable du village
- Renforcer les capacités d'organisation, de gestion communautaire et de prise de décision démocratique

 **Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus**

Partenaire	Rôle	Financement prévu
enda eau populaire	Conception du projet Mise en œuvre du projet Mobilisation des cofinancements privés	Non
Enda Europe	Appui à la formalisation du projet pour la demande de cofinancement SEDIF Suivi administratif du cofinancement SEDIF	Non
SEDIF	Cofinancement	57 000 €
Communauté rurale de Ndiayenne Pendao et acteurs locaux	Cofinancement	36 973 €

 **Cadre de mise en œuvre et chronogramme**

Démarrage des activités en mai 2005, clôture en octobre 2006.

 **Résumé exécutif des principales activités de 2006**

A Ndiayenne Pendao, une grande partie des activités a été réalisée :

*Finition de l'installation du réservoir et de l'unité de traitement.*

- mise en place de l'unité de traitement sous l'abri.
- raccordement des nœuds tuyauterie-unité de traitement,

*Construction des 4 bornes fontaines*

- achat et acheminement du matériel
- réalisation des travaux avec la participation de la population



*Réalisation des tranchées*

*Formation des gérants des bornes-fontaines et du conducteur de l'unité de traitement (gestion, entretien, hygiène, etc....)*

- définition d'un calendrier avec les autorités de la communauté rurale et les populations.
- choix des personnes à former en fontaines et du conducteur de l'unité de traitement
- tenue de la formation

*Suivi pendant 12 mois*

- Suivi rapproché de 6 mois : visite de terrain une fois par mois
- Suivi espacé de 6 mois : visite de terrain une fois tous les deux mois

Enda Europe assure le suivi de la relation avec le bailleur par l'intermédiaire d'un état d'avancement du projet réalisé tous les semestres. Enda Europe a réalisé une mission de suivi en 2006, juste avant la finalisation des travaux. Le rapport final du projet doit être remis en 2007.

## LE PROGRAMME INTER- ASSOCIATIF SANTE CUBA (PIA CUBA) ET LE PROGRAMME TRAMIL D'ENDA CARAÏBES

<b>Partenaire enda</b>	Enda Caraïbes
<b>Autres partenaires</b>	Le laboratoire Central de Pharmacologie de l'Institut Supérieur de Sciences Médicales de la Havane, Cuba
<b>Localisation</b>	Principalement à la Havane
<b>Dates de début-fin</b>	2002 - fin 2006
<b>Budget</b>	220 812 € (projet TRAMIL uniquement)
<b>Bailleurs</b>	MAE, Enda

Le Programme Inter-Associatif Cuba (PIA Cuba) est un programme multi-acteurs cofinancé par le Ministère des Affaires Etrangères et réunissant Enda Europe, Médecins du Monde et, jusqu'en 2003 AIDES.

Ce programme vise à promouvoir les passerelles entre l'offre de soins médicamenteuse et les thérapies traditionnelles scientifiquement validées d'une part, et les démarches de prévention d'autre part.

Le système de santé cubain est très développé et offre des services de bonne qualité en comparaison avec les autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes, puisque la santé, comme l'éducation, figure parmi les acquis historiques de la révolution cubaine. Le système de soins repose sur la gratuité et un libre accès total aux services de santé. Cependant, on note une détérioration nette du système de santé depuis 1990 et la chute du bloc soviétique. Il existe un décalage très fort entre la pénurie de ressources et le professionnalisme du corps médical.

### Objectifs et résultats attendus

#### **Objectifs généraux**

- Prise en charge aussi large que possible de leurs problèmes de santé par les populations défavorisées ;
- Diminution du coût de la thérapeutique médicamenteuse, en harmonie avec les traditions populaires

#### **Objectifs spécifiques**

- Orienter les recherches en médecine sur des besoins réels ;
- Recherche-formation-action ;
- Renforcer les échanges d'expériences et la coopération entre les pays du bassin Caraïbe ;
- Intégrer la médecine traditionnelle dans les programmes d'éducation

### Bref rappel des résultats obtenus en 2005

- *Suivi* de la mise en ligne par une webmaster de 300 fiches sur les plantes médicinales sur le site web de TRAMIL
- *Mission de suivi à Cuba*
- *Organisation d'une conférence à Paris* « Là où il n'y a pas (toujours) de docteur... - Echanges sur La plante médicinale intégrée aux soins de santé primaire à Cuba et dans le Bassin Caraïbe : l'expérience du programme TRAMIL (enda/Université des Antilles Guyane) » le 08.09.2006
- *Vente des CD Rom de la Pharmacopée Végétale Caraïbienne*

### Résumé exécutif des principales activités de 2006

A Cuba, les activités de diffusion de l'usage des plantes médicinales par l'organisation de sessions dans le cadre des formations d'étudiants à la Faculté de Médecine, d'élèves d'écoles primaires et d'un centre d'accueil de personnes handicapées se sont poursuivies.

La constitution d'un herbier, similaire à celui mis en place par Enda Caraïbes dans le Jardin Botanique de Santo Domingo (République Dominicaine) a été entamée.

En revanche, la publication d'ouvrages de diffusion populaire sur les usages de plantes médicinales a été retardée suite aux difficultés d'identification d'une imprimerie cubaine susceptible d'effectuer les travaux dans le budget et les délais requis.

La principale activité menée par Enda Europe en 2006 a été le suivi administratif du projet, qui connaît un retard important suite aux difficultés de décaissement des fonds par le partenaire local et aux problèmes d'approvisionnement en matières premières.

La mission prévue fin 2006 a été reportée à mars 2007.

### Principaux enseignements

Les difficultés du travail à Cuba, aggravées par l'état de santé de Fidel Castro et les lourdes incertitudes pesant sur l'avenir politique de l'île dans l'hypothèse d'un décès de son leader historique, ont cette année encore retardé les activités.

**VALORISATION SOCIALE ET AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA POPULATION DEFAVORISEE DE MADAGASCAR**

<b>Partenaire enda</b>	Enda Océan Indien
<b>Autres partenaires</b>	Associations locales Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA), Fokontany (quartiers), Ministères de la Population et de l'Education de base.
<b>Localisation</b>	Quartiers populaires d'Antananarivo et autres grandes villes de Madagascar (Fianarantsoa, Mananjery...) pour la formation des animateurs éducateurs, Madagascar.
<b>Dates de début-fin</b>	2005 - 2007
<b>Budget</b>	391 698 € (dont 122 585 € par le MAE)
<b>Bailleurs</b>	MAE, Fondation Abbé Pierre, Aide Socio Médicale à l'Enfance (ASMAE), Enda

Deux millions de personnes vivent à Antananarivo. Les six arrondissements de la capitale malgache sont étendus sur deux zones principales: la zone inondable, qui s'étend sur d'anciennes rizières et marécages, englobe les quartiers pauvres, et la zone en hauteur sur les collines, inclut le centre ville et les quartiers mieux lotis.

En 1999, près de la moitié de la population malgache, était illettrée et analphabète. Ceux qui ne vont pas à l'école ou qui la quittent tôt sont issus en grande partie des couches les plus pauvres.

Seuls 27.7% des malgaches avaient accès à l'eau potable en 2001 et 58% utilisaient les latrines en 2000.

Le projet s'adresse aux enfants et jeunes de la rue, à la population des trois quartiers de la zone inondable d'Antananarivo ville, aux villes de province et aux associations et centres d'accueil œuvrant dans le domaine de l'enfance et de la jeunesse en situation difficile.



**Objectifs et résultats attendus**

*Objectif global :*

Accroissement des moyens à la disposition des populations défavorisées pour leur permettre de vivre plus décemment et avec plus d'autonomie.

*Objectifs spécifiques :*

- Valorisation sociale des jeunes en situation difficile, par l'éducation alternative, l'orientation professionnelle, et la formation de leurs animateurs-éducateurs
- Assainissement et amélioration de l'environnement des familles des quartiers défavorisés,
- Consolidation du partenaire local.

Le projet se subdivise en 4 volets :

- *Volet Education Alternative* : Activités d'apprentissage aux jeunes des rues.
- *Volet Comité pour la Formation des Animateurs/Educateurs (CFAE)*
- *Volet Habitat* : Accompagnement de ménages dans l'amélioration de l'habitat.
- *Volet ADQUA* : Sensibilisation, mise en place d'un système de ramassage des ordures ménagères.
- *Volet Consolidation du partenaire local* : Enda Océan Indien



Défilé des jeunes de l'Espace Jeunes avec Enda Océan Indien lors de la journée mondiale de l'enfance le 12 juin 2006 à Antananarivo

 **Bref rappel des résultats obtenus en 2005**

**Education Alternative**

Indicateurs	Total 2005
<i>Fréquentation générale : nombre de jeunes ...</i>	
nouveaux ayant fréquenté l'EJ	124
Dont nombre de filles	38 (31%)
ayant fréquenté l'EJ au moins une fois dans l'année	202
<i>Participation aux activités collectives : nombre moyen de jeunes...</i>	
par séance d'alphabétisation	10
par séance de remise à niveau	5
par séance en connaissances générales	10
par séance de français	5
par activités type radio, jardin, visites de métiers, cirque...	15
<i>Accompagnement éducatif : nombre de jeunes ...</i>	
Ayant obtenu leur copie d'acte de naissance	14
Ayant bénéficié d'un suivi médical	32
dont le lien familial a été amélioré	17
retournés en famille	4
pour lesquels nous avons constaté une évolution positive du comportement	80
(ré)insérés à l'école publique	5
réinsérés dans un centre de format° prof.	4
accompagnés dans la recherche d'emploi	8
ayant trouvé du travail	0
placés en structure de jour	5
placés dans un centre d'hébergement	14

**CFAE**

- 120 jours de formation ont permis de toucher directement en 2005 plus de 150 AE ou leaders, soit indirectement plus de 1500 personnes en difficultés.

**Habitat**

- 205 Ménages suivis
- 86 nouvelles personnes venues chaque mois aux permanences prendre des renseignements sur le projet.
- Total montant épargné par les familles : 43 906 876 MGA (17 595 €)
- 2 travaux de réhabilitation réalisés
- 23 travaux de construction réalisés

**ADQUA**

- Trois Fokontany avaient pu démarrer leur projet d'assainissement
- Un quatrième quartier était en phase de structuration de son comité

 **Calendrier des activités en 2006**

Les activités se sont déroulées en continu sur toute l'année. On peut relever quelques événements marquants :

- Camp de vacances organisé pour les jeunes en août à Majunga
- Participation à 2 rencontres africaines dans le cadre du Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT) en février et juillet, une mission d'appui de Dakar en mai
- 10ème anniversaire d'Enda OI en mai
- Mission d'Enda Europe en juin
- Introduction en octobre de latrines, en plus de la construction/réhab./extension des maisons.

 **Résumé exécutif des principales activités de 2005**

On peut résumer les principales activités en exposant leurs impacts concrets :

**Volet Education Alternative (Espace Jeunes)**

Indicateurs de fréquentation	Total 2006
<i>Fréquentation générale : nombre de jeunes...</i>	
nouveaux ayant fréquenté l'Espace Jeunes	139 dont 40 filles
ayant fréquenté l'EJ au moins une fois dans l'année	216 dont 61 filles
par jour en fin d'année	45
<i>Participation aux activités collectives : nombre moyen de jeunes...</i>	
par séance d'alphabétisation	17
par séance de remise à niveau	20
par séance en connaissances générales	28
par séance de français	30
par activités type radio, jardin, visites de métiers, cirque...	22

Indicateurs de résultats (O : obtenu, AM : action menée, E : démarches encore en cours, A : abandon)

<b>Scolarisation</b>	O/AM	E	A
Nb de jeunes (ré)insérés en établissement scolaire	12/17	2	3
Nb de jeunes ayant amélioré leur niveau	20/25	5	
<b>Citoyenneté</b>			
Nb de jeunes ayant obtenu leur copie	12/21	6	3
Nb de jeunes ayant obtenu leur CIN	2/2		
<b>Santé</b>			
Nb de jeunes ayant bénéficié d'un suivi médical	33		
<b>Hébergement</b>			
Nb de jeunes retournés en famille	9/11		2
Nb de jeunes placés dans un centre d'accueil	4/10	3	3
<b>Professionnel</b>			
Nb de jeunes réinsérés dans un centre de format° prof.	7/12	3	2
Nb de jeunes ayant trouvé du travail	4/5		1
Nb de jeunes ayant fait un stage	2/3		1

Le taux de résultats atteints grâce aux actions menées avec les jeunes est au 31/12/06 de 68 %.

**Volet CFAE**

137 jours de formation (120 jours de formation en 2005) ont permis de toucher directement en 2006 plus de 121 Animateurs Educateurs ou leaders, soit indirectement plus de 1800 personnes en difficultés.

**Volet Habitat**

- 190 ménages suivis
- 162 nouvelles personnes venues chaque mois aux permanences prendre des renseignements sur le projet
- 46 travaux de construction réalisés
- travaux d'extension réalisés



Chantier de construction

**Volet ADQUA (gestion des déchets)**

Sur les 10 fokontany suivis :

Champs d'observation	Indicateurs	Résultats obtenus pour les 10 fkt
- Pérennisation financière :	Rapports financiers 2006 clairs et à jours :  Epargne au 31/12/06 (1 euro = 2 600 MGA) :	OK pour 10 fkt/10  0-5 000 MGA : 4 fkt, 50 000 - 115 000 MGA : 4 fkt 250 000 - 450 000 MGA : 2 fkt
- Autonomie du comité (voir définition ci-dessous) :	N1 (comité autonome) N2 (comité en phase d'autonomisation) N3 (comité en cours de format°)	N1 : 2 comités N2 : 5 comités N3 : 3 comités
<b>Impact :</b> - Sur la population :	Taux de collecte des redevances  Nb de personnes salariées par le comité (collecteurs + membres) :	57-70 % : 5 fkt 70- 90 % : 5 fkt  182
- Sur la propreté des 10 fokontany	Diminution du nombre de dépôts sauvages : Utilisation des bacs : Fréquence de ramassages des bacs : Evolution de la propreté des ruelles :	70 % des dépôts sauvages n'existent plus. 100 % 6 jours sur 7 Nette amélioration

Indicateurs de l'autonomie du comité

N1 : Le comité se réunit même en l'absence de l'animateur, gère ses activités quotidiennes, et parvient à résoudre les problèmes rencontrés. Ces comités sont néanmoins encore demandeurs d'un appui d'Enda océan indien.

N2 : Le comité peut se réunir en l'absence de l'animateur, gère ses activités quotidiennes, mais a besoin de l'animateur pour résoudre ses problèmes.

N3 : Le comité ne se réunit pas sans l'animateur, et a besoin de son soutien pour gérer ses activités quotidiennes et résoudre ses problèmes.

L'accompagnement d'Enda Europe a été maintenu en ce qui concerne la mise en relation avec des partenaires (deux financements de la Fondation France Télécom, puis d'Orange Madagascar, ont ainsi été obtenus).

Une demie journée de formation à destination de l'ensemble de l'équipe d'Enda OI a été organisée lors de la mission de suivi d'Enda Europe. La formation a porté sur le fonctionnement des bailleurs de fonds (appels à projets, critères, attentes, exigences sur le suivi des contrats...) ainsi que la définition et les outils de suivi des indicateurs d'impact.

 **Principaux enseignements**

La progression des activités mises en œuvre par Enda Océan Indien a été constante, voire impressionnante (de 4 quartiers à 11 quartiers d'intervention pour le volet de gestion des déchets urbains, par exemple). Cela est dû à la qualité de l'approche adoptée par l'équipe : accompagnement de projets plutôt que mise en œuvre directe d'actions, qui est très appréciée par les partenaires locaux (familles, autorités locales, associations...). Ainsi, toutes les activités se basent sur une participation directe des groupes cibles et une responsabilisation pour la pérennité organisationnelle et financière des actions.

En outre, l'accent mis sur la gestion et le suivi, notamment des processus d'épargne-crédit pour le volet Habitat et des résultats financiers (collecte des redevances, coûts de suivi et de maintenance) des comités de gestion des déchets urbains au niveau des quartiers a permis de prévenir les dérives liées aux mouvements d'argent et d'asseoir la crédibilité du projet.

Si Enda OI est totalement autonome en ce qui concerne la mise en œuvre des activités et leur suivi comptable et financier, l'appui d'Enda Europe en matière de mise en relation avec des partenaires, d'apports d'information sur les projets d'Enda Tiers Monde similaires (Ethiopie, Vietnam), apports de nouvelles idées, appui pour les outils de communication...

**RELOGEMENT PARTICIPATIF ET DEVELOPPEMENT URBAIN  
A QUI NHON ET DANANG (VIETNAM)**

<b>Partenaire enda</b>	Enda Vietnam France et Enda Vietnam
<b>Autres partenaires</b>	Comité populaire de la ville de Quy Nhon Union des femmes de Da Nang
<b>Localisation</b>	<i>Déplacement et relogement participatif dans la ville de Da Nang City</i> - Immeuble Hoa Minh, quartier Hoa Minh, Arrondissement de Lien Chieu - Immeuble Nai Hien Dong, quartier Nai Hien Dong, Arrondissement de Son Tra <i>Relogement sur place et développement communautaire dans la ville de Quy Nhon :</i> - quartiers Ngo May et Quang Trung (développement communautaire) - quartier Hai cang (Bloc 2, 3 et 10) y compris les habitants à reloger en raison du projet de réhabilitation du lac Dong Da.
<b>Dates de début-fin</b>	Mi 2004 - fin 2007
<b>Budget</b>	374 605 € (dont 154 905 € par le MAE)
<b>Bailleurs</b>	MAE, NOVIB (ONG néerlandaise), Enda



### Objectifs et résultats attendus

#### ***Volet 1 : Déplacement et relogement participatif à Da Nang City***

Ce projet de relogement à Danang, basé sur une approche participative, s'est attaché à délivrer un soutien aux familles défavorisées qui ont choisi de rester dans les nouvelles zones de relogement.

#### *Objectifs généraux*

Fournir un environnement sain aux personnes relogées dans des immeubles collectifs et contribuer à leur développement économique, afin de les stabiliser dans leurs nouvelles zones de vie.

#### *Objectifs spécifiques*

- Construire une organisation depuis le niveau de la ville jusqu'à celui de la communauté permettant de piloter et de mettre en oeuvre efficacement le projet ;
- Apporter une aide aux familles relogées dans des immeubles collectifs dans les deux quartiers de Hoa Minh et Nai Hien Dong, afin de restaurer leurs conditions de vie socio-économiques, d'améliorer les infrastructures de base et les services de proximité, ainsi que la qualité de l'environnement ;
- Sensibiliser les personnes relogées, ainsi que ceux qui contribuent ou définissent de tels projets de relogement, aux questions environnementales et autres problèmes
- Soutenir les personnes relogées dans les immeubles afin de sécuriser leurs logements sur le long terme;
- Démontrer aux autorités locales et organisations de masse l'intérêt d'une approche participative pour stabiliser les personnes relogées dans des immeubles.

#### ***Volet 2 : Relogement sur place et développement communautaire à Quy Nhon.***

Suite à la phase pilote, les objectifs de cette phase d'extension sont les suivants :

- Formation des Comités de Pilotage du Fonds de Développement Communautaire (FDC) à tous les niveaux de son organisation, en particulier par des échanges d'expériences et la mise en réseau de Quy Nhon avec d'autres villes ayant développé des FDC.
- Soutien financier au développement des FDC avec le financement partiel des charges de management des personnes de la Ville et des quartiers qui auront la mission de promouvoir et d'étendre les activités du FDC à toute la Ville ;
- Etablissement et reconnaissance du FDC, en coopération avec les autorités de la Ville, comme une institution financière. A travers cette institution, il sera possible de délivrer des prêts à long ou à moyen termes pour répondre à des objectifs d'amélioration de l'habitat et améliorer les programmes de relogement.

### Objectifs généraux

- Renforcer et créer un environnement favorable pour le développement des communautés de base et pour l'approche participative dans le développement et l'aménagement urbain.
- Rendre les politiques et les projets de relogement plus favorables aux plus pauvres.

### Objectifs spécifiques

- Construire un réseau de groupes d'épargnes autosuffisants dans les communautés de base des quartiers.
- Améliorer les conditions socio-économiques et les conditions d'habitat des gens dans les aires de bas revenus des quartiers de Ngo May et Quang Trung par le biais du Fonds de Développement Communautaire (FDC).
- Aider les résidents ayant un bas revenus et vivant dans la zone d'occupation temporaire et illégal à Xom Tieu à mettre en place des groupes d'épargne et de crédit logement à long terme qui permettraient aux ménages ayant une épargne régulière de recevoir un crédit pour s'acheter un abri et pour s'installer de façon stable dans le secteur.
- Appuyer les autorités locales pour qu'elles reproduisent et transfèrent leurs expériences sur le développement urbain participatif, l'habitat pour les familles à bas revenus et le relogement à d'autres villes au sein d'un réseau de villes participant à des activités de développement communautaire.



### Bref rappel des résultats obtenus en 2005

#### Volet 1 : Logement et relogement participatifs à Da Nang

- Etude socio-économique
- Ateliers d'orientation du projet
- Etablissement d'une structure organisationnelle efficiente du projet
- Activités de renforcement des compétences
  - Formation pour les leaders des groupes d'épargne et de crédit
  - Formation sur le développement de petites activités économiques
  - Formation en communication/sensibilisation pour les conseils représentatifs de blocs
- Epargne et crédit
  - Activités d'épargne
  - Crédits pour les activités génératrices de revenus et pour l'amélioration de l'habitat
  - Activités d'amélioration des infrastructures
- Activités " Club familles heureuses »
- Organisation de points de communication (IEC) dans la communauté
- Activités de sensibilisation
  - Conférence sur la prévention de la toxicomanie, de la délinquance et autres problèmes sociaux
  - Mobilisation collective pour le nettoyage des immeubles et pour garder l'environnement propre

#### Volet 2 : Relogement sur place et développement communautaire à Quy Nhon

- Organisation des ressources humaines / mécanisme opérationnel
  - Implantation du bureau du projet
  - Formation pour les conseils de gestions du projet des quartiers
  - Formation pour les chargés de projet et les leaders locaux
  - Formation pour les conseils de gestion des groupes d'épargne-crédit solidaires (Epargne de printemps)
- Echanges d'expériences au niveau de la ville
- Mise en place de groupes d'épargne de la communauté
- Crédits pour appuyer le développement économique et l'amélioration de l'environnement
- En 2005, le volet du projet consacré au relogement dans le quartier de Hai Cang était dans la phase de préparation : construction des infrastructures, présentation de la proposition de plan directeur, établissement du programme d'indemnisation/de relogement, recrutement de consultants spécialisés dans les techniques de construction de logements sociaux...

 **Résumé exécutif des principales activités de 2006**

Les principales activités réalisées en 2006 ont été les suivantes :

**A Danang**

- Activités de renforcement de capacités pour :
  - le conseil de gestion du projet
  - les chefs de groupes d'épargne-crédit
- Ateliers d'échanges d'expériences sur la gestion des groupes d'épargne
- Visite d'autres projets de relogement réussis (Ha Noi)
- Réalisations de formations :
  - à la gestion de petites activités économiques
  - à la communication dans la communauté (informations juridiques)
  - à l'environnement
  - sur les questions sociales
  - à la santé
  - professionnelles
  - formation "Club familles heureuses" et autres ateliers thématiques
- Mise en place du Fonds de développement communautaire (FDC):
  - collecte de l'épargne
  - réalisation de crédit aux activités de génération de revenu et au logement
  - fonds d'amélioration et d'entretien des infrastructures
  - fonds de soutien à l'éducation
  - fonds d'orientation professionnelle
  - équipement de moyens de communication (haut-parleurs, bibliothèque) pour la maison commune
  - création de classes d'alphabetisation pour les adultes de la communauté (Nai Hiên Đông)

**A Qui Nhon**

- Activités de renforcement de capacités pour :
  - le conseil de gestion du projet
  - les chefs de groupes d'épargne-crédit
- Réalisation d'ateliers d'échanges d'expériences :
  - sur la gestion des groupes d'épargne
  - sur la gestion des fonds du développement communautaires (entre les quartiers)
  - entre les villes
- Mise en place du Fonds de développement communautaire (FDC) :
  - collecte de l'épargne
  - crédit aux activités de génération de revenu et à l'amélioration des infrastructures
- Conseil sur le relogement (quartiers Hai Cang et Xom Tieu)

 **Perspectives pour 2007**

L'année 2007 sera consacrée à la consolidation des activités.

### III. PROGRAMMES D'ENDA EUROPE

#### A. INTERDEPENDANCES NORD-SUD

#### MAFE (MIGRATIONS ENTRE AFRIQUE ET EUROPE) CIRCULATION INTERNATIONALE ET DEVELOPPEMENT URBAIN AU SENEGAL PROJET DE RECHERCHE-ACTION CONCERTÉ

<b>Partenaire enda</b>	Enda DIAPOL
<b>Autres partenaires</b>	En France : INED, Comité de Suivi du Symposium des Sénégalais de l'Extérieur Au Sénégal : IPDSR (Université Cheikh Anta Diop)
<b>Localisation</b>	Ile de France, région de Dakar
<b>Dates de début-fin</b>	2007-2009 (3 ans)
<b>Budget</b>	430 400 € (dont Conseil Régional Ile de France / PICRI : 148 400 €, subvention gérée par l'INED)
<b>Bailleurs</b>	Conseil Régional Ile de France, Agence Nationale de la Recherche (ANR), Centre Français sur la Population et le Développement (CEPED) - toutes subventions gérées par l'INED.



#### Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

L'objet du programme MAFE est triple :

- co-produire une information scientifique sur les migrations internationales sénégalaises et d'assurer sa diffusion auprès des différentes composantes des sociétés francilienne et sénégalaise
- utiliser cette information pour initier et/ou valoriser des projets de développement au Sénégal
- faciliter le lien entre des chercheurs et des partenaires citoyens pour satisfaire aux exigences d'une enquête sur les migrations sénégalaises et aux besoins pour les associations de disposer d'une base de données documentée pour mener à bien leurs actions et convaincre les décideurs publics du bien-fondé de leur démarche.



Les tristement célèbres pirogues embarquant les candidats à l'émigration clandestine depuis les ports de Mbour ou encore Ziguinchor (Sénégal)

Il s'agit in fine de démystifier le débat public sur l'immigration souvent passionné et idéologique.

Le projet présente un caractère novateur à plusieurs égards :

- l'implication des partenaires citoyens dans le processus d'enquête : en amont par la construction des questionnaires et en aval par la collecte des informations. Cette implication apportera des solutions concrètes aux problèmes méthodologiques et optimisera a posteriori l'efficacité des actions à mener.
- l'idée d'enquêter dans les lieux de départ et non les lieux de destination des migrants est inédite.
- les retombées en termes de connaissance de la populations immigrée sénégalaise en Ile de France en région Ile de France favorable à une meilleure cohésion sociale pourront être importantes (co-développement)
- enfin, constituer des outils d'amélioration des initiatives de coopération décentralisée grâce aux préconisations politiques qui découleront de la recherche représente un enjeu sociétal majeur.

Les principales activités prévues sont les suivantes :

- réalisation d'une enquête auprès de ménages sénégalais de la région de Dakar, notamment par des questionnaires biographiques
- formation d'étudiants franciliens aux méthodes d'enquête, d'analyse et de recherche-action
- vulgarisation et diffusion des résultats de la recherche.



### Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus

Partenaire	Rôle	Financement prévu
Enda DIAPOL	Partenaire citoyen au Sénégal	/
Enda Europe	Partenaire citoyen en France	/
INED	Partenaire institution en France	45 000 €
IPDSR	Partenaire institution au Sénégal	/
Conseil Régional Ile de France	Cofinancement	148 400 €
Agence Nationale de la Recherche	Cofinancement	110 000 €
CEPED	Cofinancement	55 000 €



### Cadre de mise en œuvre et chronogramme

Suite au dossier envoyé début 2006 en réponse à l'appel à projets PICRI (partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation), dans lequel l'INED représentait le partenaire « institution » et Enda Europe le partenaire « citoyen », appel à projet qui vise à « *promouvoir des programmes de recherche reposant sur une collaboration étroite entre laboratoires de recherche publics et organisations de la société civile à but non lucratif* », le Conseil Régional a signé une convention de cofinancement avec l'INED qui est porteur du projet.

En 2006, diverses réunions de concertation ont eu lieu avec l'INED, l'IPDSR et Enda DIAPOL afin de mieux définir les rôles et activités de chacun dans le cadre du projet commun.

Une réunion de présentation du projet de recherche et de ses objectifs a également été organisée par Enda Europe avec la participation d'une dizaine d'associations représentant la diaspora sénégalaise en Ile de France, le 5 juillet 2006.

Une enquête pilote a également été réalisée par l'INED et l'IPDSR fin 2006 pour tester les méthodes.



### Eléments de perspective pour 2007

La convention de partenariat entre Enda Europe, Enda DIAPOL et l'INED devrait être finalisée début 2007 et le projet lancé en grande nature peu de temps après.

## MOBILISATION DES DIASPORAS QUALIFIEES EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DU SUD

Partenaires	Programme inter-entités Enda Tiers Monde
Localisation	France, Algérie, Haïti, Mali, Maroc, Sénégal, Madagascar, Vietnam. Etudes comparatives sur d'autres pays européens, USA, Canada.
Dates de début-fin	2007-2009
Budget et bailleurs	MAE sollicité : 260 591 €



### Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

#### L'ampleur des migrations internationales

L'ampleur du phénomène migratoire à l'échelle internationale n'est plus à prouver, elle est pour de nombreux observateurs « la face humaine de la mondialisation »<sup>3</sup>.

- Il existe 191 millions de personnes considérées comme « migrants » (ayant quitté leur pays d'origine) dans le monde en 2005, contre 176 millions en 2000<sup>4</sup>, soit 3% de la population mondiale.
- Les femmes représentaient 49.6 % des migrants en 2005.
- Les Etats-Unis sont de très loin le pays accueillant le plus de migrants, mais la France se situe à la 5<sup>ème</sup> place du classement des pays d'accueil<sup>5</sup>.
- L'Afrique est la 1<sup>ère</sup> région d'origine des étrangers installés en Union Européenne. En particulier, on note que l'UE, en dehors de l'Afrique, est la 1<sup>ère</sup> destination des migrants ouest-africains<sup>6</sup>.

Cependant, ce qui a surtout pris de l'ampleur, c'est la conscience aiguë que l'on a du phénomène, dû aux interconnexions facilitées entre les migrants et leurs pays d'origine via les télécommunications, la baisse relative du prix des billets d'avion, etc.

#### Notre définition de « diaspora » et de « développement »

Nous préférons le terme de « diaspora » à celui de « migrant » car la diaspora fait référence à toutes les personnes vivant hors de leurs pays d'origine mais ayant gardé des liens forts avec ce pays et le reste de la communauté. La diaspora englobe donc à la fois des primo-arrivants, des migrants, ainsi que les 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, etc... générations. Cette définition est donc davantage basée sur l'origine et surtout le sentiment d'appartenance que sur des critères concrets tels que la nationalité, le lieu de naissance ou l'ancienneté de l'expatriation.

La définition de la diaspora choisie par l'Union Africaine va encore plus loin puisqu'elle inclut la volonté de participer au développement du continent africain comme composante de la diaspora :

« La Diaspora africaine comprend les personnes d'origine africaine vivant en dehors de l'Afrique, quelque soit leurs nationalité ou citoyenneté et qui sont désireux de contribuer au développement du continent et à la construction de l'Union Africaine ».

Certains auteurs parlent également de « communautés transnationales »<sup>7</sup> dans le même sens que diaspora. Cette expression sous entend l'existence de réseaux informels de diasporas.

Notre vision du « développement » se reflète dans la vision d'Enda Tiers Monde « *Un monde solidaire et en paix, respectueux des droits et de la dignité humaine, de la justice sociale et de la diversité culturelle, où les différentes ressources sont réparties équitablement et gérées dans l'intérêt des générations actuelles et futures* ».

#### Pourquoi s'intéresser à la fuite des cerveaux ?

Tout simplement parce que le thème, s'il fait l'objet de nombreuses sonnettes d'alarmes, est encore marginalisé par rapport aux transferts de fonds (*remittances* en anglais, ou *remesas* en espagnol). On ne considère pas suffisamment les apports non financiers que la diaspora apporte ou pourrait apporter.

<sup>3</sup> DADE Carlo, 2006, *Policy Considerations for Working with Diaspora Populations*, FOCAL (Fondation Canadienne pour les Amériques), UNITAR/UNFPA/IOM Contributions of Diasporas, 11 May 2006, UN Headquarters, New York.

<sup>4</sup> Source: United Nations' Trends in Total Migrant Stock: The 2005 Revision, <http://esa.un.org/migration>.

<sup>5</sup> Source: United Nations, Trends in Migrant Stock: The 2003 Revision.

<sup>6</sup> Source: Nelly Robin, chargée de recherche, IRD, Sénégal, 2006.

<sup>7</sup> IONESCU Dina, 2006, *Engaging Diasporas as Development Partners for Home and Destination Countries: Challenges for Policymakers*, IOM, p. 10

### **Fuite des cerveaux et émergence des réseaux de diasporas**

A l'heure où sévissent les grands fléaux pandémiques de l'humanité, les pays du Sud se vident de leurs « cerveaux » à un rythme effréné :

- 1995 - 2000: l'expatriation intellectuelle a augmenté de 300%.
- Par an, 60 000 (Banque Mondiale) à 20 000 (OIM) experts qualifiés quittent les pays du Sud. Le coût de formation de ces ressources qualifiées est estimé à 600 millions de dollars.

Les causes des migrations internationales sont connues :

- facteurs « push » : poussent les migrants à quitter leurs pays d'origine et sont liés aux conditions internes de ces pays (ex : bas salaires, instabilité politique...)
- facteurs « pull » : attirent les migrants qualifiés vers les pays d'accueil par des politiques d'immigration de plus en plus utilitaristes.

Face à ces constats, comment un pays en développement peut-il espérer réduire sa mortalité s'il se vide de ses médecins ? Atteindre l'éducation pour tous s'il se vide de ses enseignants ? Plus généralement, comment peut-il se développer s'il se vide de sa « matière grise » ?

L'impact de l'exode des cerveaux est donc particulièrement critique sur 3 secteurs :

- Recherche : seuls 9 % des investissements mondiaux en R&D sont faits par les pays du Sud.
- Enseignement : 50 % des personnes qui s'expatrient sont des étudiants.
- Santé : 60 % des médecins formés en Guinée dans les années 80 ont quitté le pays.

Ainsi, les pays d'origine perdent leur investissement dans la formation de leurs élites qualifiées, et doivent faire appel à des experts étrangers coûteux, pour compenser l'exode de leurs cerveaux. On estime à 100 000 le nombre d'expatriés présents en Afrique, dont le coût annuel s'élève à 4 milliards de dollars par an<sup>8</sup>. On note parallèlement une présence étonnamment faible de membres de la diaspora qualifiée dans les actions de coopération à tous les niveaux : public, privé, ONG, agence de coopération bilatérales, multilatérales...L'option « diaspora » est pourtant présentée depuis quelques années comme une nouvelle chance pour les pays en développement. A travers les compétences qu'elles ont acquises au Nord et de par leur connaissance des problématiques de leurs pays d'origine, les diasporas qualifiées pourraient en effet représenter des partenaires privilégiés pour le développement des pays du Sud.

Les migrations internationales en lien avec le développement ont ainsi été affichées comme priorité de la coopération française, qui « reconnaît le rôle des migrants dans le développement de leur région d'origine et la nécessité de le promouvoir »<sup>9</sup>. Parmi les 4 axes d'action, on note le choix « d'aider à la mobilité et au retour des compétences entre les diasporas qualifiées installées en France et leur région d'origine » ainsi que de « recourir à l'expertise des personnes issues des pays du Sud dans les actions de coopération menées par la France ».

Chez les autres bailleurs de fonds, des programmes « diasporas » ont vu le jour lors de la dernière décennie, comme le MIDA (Migrants pour le Développement en Afrique - OIM) ou le TOKTEN (Transfert of Knowledge through Expatriate Nationals - PNUD) pour l'envoi d'experts en missions de courte durée et le transfert de compétences, ou encore l'E-Learning, c'est-à-dire l'apprentissage à distance via Internet ou des vidéo-conférences, expérimenté notamment par l'Agence Universitaire de la Francophonie.

A côté de ces initiatives au coût financier et administratif élevé, les diasporas elles-mêmes se sont constituées en réseaux, comme le réseau Caldas en Colombie qui vise à mettre en relation la diaspora colombienne et la communauté scientifique restée au pays. Ces démarches ascendantes se révèlent assez dynamiques malgré un manque notoire de moyens.

### **Les diasporas et la coopération internationale : des ponts encore insuffisants**

Le cloisonnement entre d'une part le milieu de la coopération au développement « classique », (les agences de coopération bi- ou multilatérales, les ONG internationales, la coopération décentralisée...) gérant les principaux projets de développement et d'autre part celui de la diaspora, caractérisée par une multitude d'initiatives de taille plus réduites, est un frein à une implication des diasporas à la hauteur du potentiel. On note à titre illustratif qu'encore trop peu d'ONG françaises s'intéressent de près à l'action des Organisations de solidarité issues des migrations (OSIM), et souvent sur des thèmes ou des zones géographiques assez limités (Vallée du Fleuve Sénégal, développement rural, hydraulique...). De leur côté, les OSIM tentent de se rapprocher des acteurs du développement « classiques », par exemple pour un appui logistique ou une demande de financement sans grand succès jusqu'à présent.

<sup>8</sup> Mkandawire, Thandika and Soludo, Charles C (1999) *Our Continent, Our Future: African Perspectives on Structural Adjustment*, Senegal, Dakar: CODESRIA.

<sup>9</sup> Septième réunion du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) du 19 juin 2006.

Notons enfin que le co-développement a récemment été officiellement défini comme « *l'association des migrants aux projets de coopération pour le développement* »<sup>10</sup>. Nous considérons que cette association devra impliquer dans le futur la mise en place de mécanismes et de dispositifs de nature à favoriser la participation pleine et entière des diasporas aux actions de coopération.

Enda Europe a lancé en 2005 une réflexion sur les moyens de mobilisation des diasporas qualifiées en faveur du développement des pays du Sud. Cette réflexion s'est matérialisée par la production de 2 études :

- « La mobilisation des diasporas qualifiées au profit du développement de leurs pays d'origine : étude diagnostique », 2005, Eva Maria Dautry Antin, Enda Europe, 48 pages.
- « La reconnaissance des associations de migrants en tant qu'acteurs viables pour le développement de leurs pays d'origine », 2005, Ousmane Ndiaye, Enda Europe, 55 pages.

### **Objectif général**

Mieux impliquer les diasporas qualifiées dans les actions de développement en vue notamment de contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Les ODM, qui sont aujourd'hui un cadre de travail incontournable pour la coopération « classique », sont en grande partie méconnus par les diasporas des pays du Sud, qui pourtant y contribuent via leurs activités, en déconnexion des principaux acteurs de la coopération. Nous espérons favoriser la convergence et la connaissance mutuelle de ces 2 milieux qui s'ignorent largement à l'heure actuelle, en attirant l'attention sur les objectifs fondamentaux des actions qu'ils mènent et qui sont sensiblement les mêmes.

### **Objectifs spécifiques :**

- Renforcer les réseaux de diasporas qualifiées en tant qu'acteurs légitimes et efficaces du co-développement
- Favoriser la collaboration entre acteurs de la coopération « classique » et les réseaux de diasporas qualifiées

### **Activités**

1. Réaliser des études en France, en Europe et des études-pays sur le potentiel d'implication de plusieurs diasporas dans le développement des pays du Sud;
2. Organiser des rencontres annuelles en France et dans certains pays du Sud de mise en relation des groupes de diasporas avec les organismes de coopération, entreprises, services de l'Etat, etc.
3. Mettre en place et promouvoir un site Internet d'information et de mise en relation de l'offre de compétences des diasporas qualifiées avec les demandes des organismes de coopération, entreprises, Etats, etc.
4. Eduquer sur le rôle des diasporas dans le développement du Sud
5. Mener un plaidoyer en faveur d'une plus grande implication des diasporas dans le développement des pays du Sud
6. Capitaliser et diffuser les enseignements du projet.



### **Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus**

Pour le montage du programme DIAPODE :

- Enda Europe a initié un groupe de travail sur la mobilisation des diasporas qui a abouti à l'élaboration des grandes lignes de cette action. Ce groupe de travail réunissait des personnes principalement des OSIM, des réseaux de diasporas, des acteurs du développement, institutionnels ou de la société civile...
- Enda Tiers Monde a initié une consultation en interne auprès de toutes ses équipes et entités afin d'effectuer un état des lieux de leur implication sur le sujet. Un document réunissant toutes les contributions des équipes d'Enda Tiers Monde a servi de base pour réorienter l'action vers un programme plus proche du terrain des pays du Sud.

---

<sup>10</sup> Discours de B. Girardin, Ministre Déléguée à la Coopération, au Développement et à la Francophonie dans le cadre du Conseil "Affaires Générales" de l'UE consacré au développement, 16 octobre 2006.

Le projet a été conçu en 2006 et déposé début 2007 à la MAAIONG / MAE, qui devrait se prononcer sur le dossier courant 2007.

### Cadre de mise en œuvre et chronogramme

Projet triannuel (2007-2009).

### Éléments de perspective pour 2007

Attente de la réponse de la MAAIONG/MAE et prospection de financements complémentaires.

## RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS DU SUD

<b>Partenaires</b>	Les ONG Sherpa et 4D La Chaire Développement Durable de Sciences Po Paris
<b>Dates de début-fin</b>	A partir de 2006.

### Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

La Responsabilité Sociale et Environnementale des Entreprises (RSE) est pour Enda Europe un champ d'activité familier depuis sa participation régulière aux panels organisés par le Comité 21 pour passer en revue les rapports de développement durable de grands groupes tels qu'EDF-GDF.

Sous diverses pressions, les grandes entreprises sont en train d'étendre la RSE dans les pays du Sud où elles sont présentes. Enda Europe, dans le cadre de sa mission de plaider pour la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement auprès des acteurs du Nord, a donc choisi d'engager une réflexion commune avec 2 autres ONG (Sherpa et 4D) et la Chaire Développement Durable de Sciences Po Paris sur un thème assez inédit dans le milieu aussi bien de la solidarité internationale que des entreprises françaises, à avoir la RSE des multinationales dans les pays du Sud.



*De g. à dr.: Laurence Tubiana (Chaire développement durable de Sciences Po, Michel Doucin (Ambassadeur des Droits de l'Homme), Gustave Massiah(Crid), Laurence Mine (4D)*

Une journée de débat ONG-entreprises « **La responsabilité sociale des entreprises et développement durable des pays du Sud - rôle, initiatives et impacts des multinationales** » a été organisée le 5 octobre 2006 à Sciences Po, Paris pour rassembler quelques acteurs en France concernés par la thématique et ainsi lancer une dynamique.

#### Objectifs

Cette journée d'étude entendait :

- sensibiliser les entreprises multinationales sur leur responsabilité sociale dans les pays d'implantation
- présenter des pratiques exemplaires,
- ébaucher des pistes d'actions
- et amorcer un débat entre acteurs concernés par le thème de la responsabilité des entreprises pour le développement durable.

#### Démarche

Quatre thèmes : Financement de petites entreprises, Agroalimentaire, Technologies de l'Information et de la Communication, Industries extractives & Energie.

Pour chaque thème une table ronde d'1h15 :

- une des associations organisatrices faisant un exposé décrivant la problématique du thème en lien avec le développement durable au Sud ainsi que les possibilités d'amélioration de l'impact des entreprises sur le développement des pays d'implantation
- un expert donnant une analyse des enjeux et pratiques existantes
- un à deux représentants d'entreprise exposant ses actions en matière de RSE au Sud
- un représentant de la société civile chargé d'en faire ressortir les attentes
- débat avec la salle



### Cadre de mise en œuvre et chronogramme

Les participants à la journée ont été :

Du côté des intervenants :

- entreprises : Carrefour, Kraft Foods France, France Telecom, Alcatel, Gaz de France, Centre pour le Développement de l'Entreprise (CDE - Bruxelles), Centre International Crédit Mutuel (CICM), Investisseur et Partenaire pour le Développement (I&P), Société Générale
- ONG : Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), ACIDD (*Association Communication et Information pour le Développement Durable*)
- institutions et experts : l'Institut d'Études Politiques de Paris, Ambassadeur pour les Droits de l'Homme (MAE), l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le CNRS, le Fonds de Solidarité Numérique (FSN), Campagne *Publish What You Pay*, Magistrat et co-auteur du rapport sur les mines d'uranium d'AREVA au Niger, Conseil éthique pour le Fonds pétrolier du gouvernement norvégien

Du côté des participants : un public composé d'une centaine d'étudiants et de diverses entreprises et ONG.

Les ateliers ont apporté des exemples concrets sur les thématiques retenues (les dangers de l'uniformisation des produits agro-alimentaires ou de la MacDonaldisation du monde, les revenus de l'exploitation des ressources naturelles qui ne bénéficient pas aux populations, la nécessité de promouvoir les PME dans les PVD...) et les débats généraux ont principalement porté :

- sur le rôle et la place de l'Etat et des entreprises, la ligne de partage des responsabilités étant sensible, notamment sur les missions d'intérêt général, et la RSE étant parfois présentée comme un palliatif commode, face aux défaillances des Etats des Sud et à leurs moyens financiers limités.
- sur la remise en cause, en matière de RSE, du volontarisme (« soft law »), c'est-à-dire les « bonnes pratiques » des entreprises, selon leur bon vouloir, type *Global Compact* promu par les Nations Unies, qui ne peut remplacer un cadre législatif contraignant et prévoyant des sanctions (« hard law »).

Voir déroulement et actes de la journée sur :

[http://www.enda-europe.org/activite/RSE/Colloque\\_SP\\_RSE.html](http://www.enda-europe.org/activite/RSE/Colloque_SP_RSE.html)



### Éléments de perspective pour 2007

- Poursuivre un dialogue critique et constructif avec les entreprises multinationales
- Rechercher des alliances, associations de consommateurs, écologistes, syndicats
- Accélérer la prise de conscience de l'existence de solutions
- Continuer à faire passer le message aux entreprises que la RSE ne consiste pas à faire du mécénat, à mener quelques actions alibi pour se donner bonne conscience ou pour fournir de la matière au département communication. La RSE implique une attitude qui consiste à prendre en compte à tous les niveaux et dans toutes les fonctions de l'entreprise les besoins spécifiques en terme de développement durable dans les pays dans lesquels les entreprises s'implantent.

## LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : COMPENSATION DES EMISSIONS DE CO2 DANS LE CADRE DE PROJETS DE DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS DU SUD

Partenaires	En cours d'identification.
Dates de début-fin	Depuis 2006



### Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

De plus en plus de gens sont devenus conscients et soucieux de l'impact des activités humaines sur l'environnement. En particulier la production de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) qui est un gaz à effet de serre, qui participe donc au réchauffement et aux dérèglements climatiques.

Les entreprises, les collectivités et les individus, peuvent, qu'ils y soient contraints par le droit (en application du protocole de Kyoto) ou de manière volontaire, compenser leurs émissions de CO<sub>2</sub> par un achat de « crédits carbone » qui sont investis dans des actions :

- Pour capturer le CO<sub>2</sub> : reforestation (puits de carbone)
- Pour réduire ou éviter de produire du CO<sub>2</sub> : énergies renouvelables (solaire, biogaz...), valorisation des déchets

Enda Tiers Monde mène des projets ayant un fort potentiel de captation du carbone (pépinières communautaires, reforestation...) et promeut, dans ses projets des comportements responsables en matière de consommation d'énergie, à travers notamment l'adoption de technologies durables pertinentes dans la lutte contre la pauvreté (pirogues avec panneaux solaires, fours consommant moins de bois, biodigesters...).

Enda Europe souhaite valoriser ces initiatives dans le cadre du marché volontaire de compensation des émissions de CO<sub>2</sub>, notamment les sites Internet proposant aux particuliers, entreprises, collectivités de compenser leurs émissions produites par leurs déplacements ou leurs activités (conférences, etc), en finançant des projets dans les pays en développement.



### Activités réalisées en 2006

- Réalisation d'une étude de repérage des acteurs anglo-saxons et français proposant des mécanismes de compensation de CO<sub>2</sub>.
- Contact de quelques acteurs pour leur proposer des projets d'Enda Tiers Monde.

Les démarches sont actuellement bloquées par la difficulté rencontrée par les équipes d'Enda pour quantifier les émissions de CO<sub>2</sub> compensées dans le cadre de leurs projets : l'offre proposée par Enda n'est donc pour l'instant pas « vendable », bien que pertinente sur le fond.



### Eléments de perspective pour 2007

Recrutement d'un/e stagiaire pour :

- poursuivre l'identification et l'analyse comparative des organismes et mécanismes de compensation carbone existant
- appuyer les équipes d'Enda basées au Sud dans le mainstreaming de la lutte contre les changements climatiques afin d'élaborer une offre pertinente de projets de compensation CO<sub>2</sub>.



Une parcelle d'agroforesterie à Zambrana, République Dominicaine, suivie par Enda Dom : havre de biodiversité et puissant capteur de CO<sub>2</sub>.

**DES CLAVIERS POUR TOUS, OUI, MAIS A QUEL PRIX ?  
VERS UNE SOLIDARITE NUMERIQUE RESPONSABLE !**

<b>Partenaires</b>	INT - Institut National des Télécommunications (France) WASTE (ONG néerlandaise)
<b>Localisation</b>	France et UE
<b>Dates de début-fin</b>	2007-2010
<b>Budget et bailleurs</b>	Région Ile de France: 4000 € sollicités (budget pour montage du projet seulement) UE (ligne 21-02-03 « Education au Développement ») : 228 750 € sollicités



**Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques**

***Comment lutter contre la fracture numérique sans transformer les pays du Sud en « poubelles numériques » ?***

Dans l'Union Européenne, comme dans tous les pays industrialisés, les équipements électriques et électroniques (principalement PC, imprimantes, scanners, téléphones portables) sont changés fréquemment parce qu'ils sont considérés comme obsolètes alors qu'ils sont très souvent encore en état de marche. Or, le taux d'équipement est tel que beaucoup d'individus et d'institutions ne savent, jusqu'à présent, que faire d'autre que stocker les appareils dans leurs greniers, locaux etc. En effet, les filières de retraitement imposées par la directive européenne sur les déchets électriques et électroniques n'étant qu'effectives à partir du 15 novembre 2006, on ne pouvait pas jusqu'alors amener les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) en déchetterie ou les déposer dans un container approprié.

Toutefois, des acteurs mettent en place des filières permettant de donner une seconde vie à ces équipements, en France, ou de plus en plus souvent dans les pays en développement (PVD). Ces filières semblent faire le bonheur de tous :

- les entreprises spécialisées dans le reconditionnement du matériel usagé trouvent dans ces pays, un nouveau marché: ils proposent des produits reconditionnés de bonne qualité et à des prix abordables pour une population qui semble très demandeuse en terme d'équipements électroniques mais qui ne dispose pas des moyens pour s'équiper à neuf.
- les acteurs de la solidarité internationale soucieux de ne pas gaspiller des ressources rares et des biens onéreux à l'achat peuvent ainsi participer à la lutte contre la fracture numérique (l'inégalité d'accès aux Technologies de l'Information et de la Communication - TIC) dans les PVD.

Dans un cas comme dans l'autre, ces envois sont d'autant plus intéressants qu'il n'existe quasiment plus de débouchés pour le matériel d'occasion en UE.

Toutefois, cette démarche pose **deux problèmes** importants :

- les acteurs spécialisés dans le reconditionnement du matériel usagé proposent certes des produits reconditionnés de qualité et peu chers, mais aucune disposition légale ne contraint ces exportateurs d'équipements à **s'occuper de la fin de vie** des appareils dans les PVD.
- les acteurs de la solidarité internationale ignorent souvent le contenu **potentiellement dangereux** de ces appareils, qui contiennent des métaux lourds et divers toxiques et dont le traitement final est complexe.

Que leurs intentions soient charitables ou économiques, tous ces acteurs ne pensent pas forcément à la fin de vie. Or, le traitement des appareils est encore moins possible au Sud qu'au Nord.

Ce projet se situe dans le prolongement d'un projet sur les déchets électroniques effectué au sein du Groupe des Ecoles de Télécommunications, dans lequel Enda et l'INT étaient déjà partenaires. Dans ce cadre, une étude avait été menée en 2005 sur le cycle de vie du téléphone portable au Sénégal. Nous avons pu constater leur éloignement progressif des villes : plus le téléphone change de main, plus il migre vers les campagnes. De réparation en réparation et de main en main, le téléphone définitivement hors service se retrouve dans des villages, à des milliers de kilomètres de la première installation de traitement capable de le recycler ou de le décontaminer avant de le rendre à l'environnement. Des produits toxiques sont ainsi disséminés dans un environnement qui est la première richesse matérielle des villageois, dont l'économie repose avant tout sur l'agriculture.

Le but du projet est donc d'identifier les filières de transfert de matériel informatique usagé dans les PVD, d'examiner les pratiques des acteurs, notamment en matière de gestion de la fin de vie des appareils et enfin de promouvoir, grâce aux résultats de la recherche, des pratiques de solidarité numérique plus soutenables. L'accent sera mis sur la filière organisée par les acteurs franciliens de la solidarité numérique, pour éviter que les bonnes intentions ne se transforment en effets néfastes pour les partenaires des PVD. Un autre axe important de la recherche consistera à déterminer les impacts des réglementations en vigueur, notamment la récente mise en œuvre de la directive DEEE sur les futures évolutions du marché des équipements usagés et du traitement final de ces équipements.

Le travail de terrain visera en Ile de France, à identifier les acteurs et connaître leurs pratiques, vérifier leur conscience de la dangerosité de certains composants du matériel informatique et à identifier des bonnes pratiques (formations, systèmes de récupération des produits en fin de vie, etc.). Au Sénégal, terrain choisi en raison de l'antériorité des travaux exécutés et du réseau de partenaires, la recherche consistera à réaliser un état des lieux des solutions de traitement des équipements électroniques en fin de vie et à analyser la contribution des acteurs de la solidarité numérique à la réduction de la fracture numérique en s'attachant particulièrement à examiner leur degré de prise en compte des impacts sanitaires et écologiques de leur activité.

### **Intérêt du projet pour Enda**

Enda Tiers Monde mène depuis de nombreuses années des projets de solidarité numérique, principalement au Sénégal (ex : création de cyber centres, dans lesquels les groupes défavorisés apprennent à utiliser Internet et sont invités à participer à la société de l'information en créant des contenus adaptés). Dans ce cadre, Enda Europe a initié depuis 2004 une réflexion sur la solidarité numérique et ses implications dans les pays du Sud.

Cette réflexion s'est concrétisée par le montage d'un projet de solidarité numérique responsable, Mobile Back Sénégal, visant à créer, à Dakar, un centre de réparation et de recyclage des téléphones portables usagés et en fin de vie, collectés au Sénégal. L'objectif de ce projet est de lutter contre :

- les risques environnementaux et sanitaires que fait courir la prolifération des téléphones portables en fin de vie, non traités ou réparés, voire recyclés dans des conditions nuisibles pour la santé des techniciens et des consommateurs et pour l'environnement.
- la fracture numérique en récupérant, au Sénégal, des téléphones usagés qui, réparés, seraient revendus à des groupes défavorisés à des prix accessibles.

Cette réflexion sur les effets de la solidarité numérique dans les pays du Sud s'est également traduite par l'implication d'Enda Europe dans des groupes de réflexion tels que le *Mobile Phone Partnership Initiative*, groupe de travail de la Convention de Bâle sur les déchets dangereux spécialisé sur les téléphones portables.

De même, Enda Europe a participé à la rencontre TIC 21 de Valenciennes en 2006<sup>11</sup> au cours de laquelle elle a animé et participé à une table ronde sur la solidarité numérique Nord-Sud. Enfin, la réflexion s'est prolongée le 5 octobre 2006 par l'organisation par Enda Europe d'une table ronde ayant pour thème la responsabilité sociale des entreprises dans le domaine des TIC et le développement durable des pays du Sud.

Ce projet de recherche serait donc une avancée supplémentaire dans la réflexion d'Enda Europe et d'Enda Tiers Monde en général. La recherche serait tout particulièrement pertinente pour notre organisation pour :

- évaluer les impacts des projets de solidarité numérique au Sud et faire émerger au Nord, comme le veut notre mission, les problèmes que cela soulève ou les progrès que cela permet
- remettre en question notre approche et nos pratiques pour tendre vers des pratiques plus soutenables au Sud
- développer nos capacités d'expertise, notamment technique, en matière de TIC et de DEEE
- alimenter notre capacité d'innovation sociale grâce aux résultats de la recherche et par la réalisation de projets pilotes intégrant de nouvelles formes de solidarité responsable, respectueuse de l'environnement et participant à la réduction de la pauvreté

---

<sup>11</sup> Voir comptes-rendus sur <http://www.tic21.com/>



## Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus

Partenaire	Rôle	Financement prévu
Enda Europe	Porteur du projet auprès du Conseil Régional d'Ile de France (PICRI) et de l'UE	/
INT	Partenaire francilien pour le projet PICRI	/
Waste	Partenaire néerlandais pour le projet UE	/
Conseil Régional Ile de France	Cofinancement	4 000 € (sollicité pour phase de montage)
UE	Cofinancement	228 750 €

### Projet PICRI

Le partenariat INT / Enda devrait permettre de déclouonner des milieux qui s'ignorent : les ingénieurs en TIC, la solidarité internationale, les environnementalistes. La répartition des tâches entre les 2 partenaires vise davantage qu'une complémentarité où chacun s'acquitterait de ses activités en tenant compte de son expertise existante.

En effet, un objectif central du projet PICRI est le renforcement mutuel des partenaires :

- Renforcement technique d'Enda par la connaissance des TIC et de leur impact écologique
- Renforcement citoyen de l'INT par la connaissance des enjeux, acteurs et pratiques de solidarité internationale

Ainsi, les partenaires réaliseront dans la mesure du possible l'ensemble des activités en commun. Ceci n'empêche pas la prise d'engagements particuliers pour chaque partenaire.

Engagements de l'INT :

- Formation de l'équipe d'Enda au Nord et au Sud sur les TIC et leur impact écologique
- Principal encadrement du doctorant
- Validation scientifique des recommandations techniques qui seront formulées
- Mobilisation de son réseau de partenaires académiques, scientifiques et corporatifs
- Sensibilisation et mobilisation des étudiants de l'INT pour la solidarité internationale et l'écologie des infrastructures numériques

Engagements d'Enda Europe :

- Formation de l'équipe de l'INT sur l'analyse de l'impact social des TIC au Sud
- Co-encadrement du doctorant
- Apport de la valeur ajoutée solidarité Nord Sud
- Mobilisation de son réseau de partenaires associatifs
- Sensibilisation et mobilisation des associations aux aspects écologiques des infrastructures TIC en fin de vie

### Projet UE

Le partenariat Enda Europe - Waste devrait permettre d'ouvrir les activités du projet PICRI sur l'ensemble de la France, des Pays Bas ainsi que dans la mesure des moyens disponibles, l'ensemble des pays de l'UE.



## Activités réalisées en 2006

Montage du dossier PICRI (note d'intention)

Montage du dossier UE (note d'intention)



## Éléments de perspective pour 2007

Attente de la décision du Conseil Régional d'Ile de France pour le dossier PICRI et de la décision de l'UE pour le dossier d'Education au Développement. Si les notes d'intention sont sélectionnées, le montage des dossiers détaillés s'effectuera au cours de l'année 2007, et si ces derniers sont sélectionnés pour cofinancement, on peut escompter un éventuel démarrage des activités début 2008.

## B. PROGRAMME EN FRANCE

### LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS A L'EMPLOI EN DIRECTION NOTAMMENT DES MINORITES VISIBLES

<b>Partenaires</b>	Comité 21
<b>Dates de début-fin</b>	2006 - 2010
<b>Budget et bailleurs</b>	En 2006 : 7500 € du FASILD (aujourd'hui ACSE - Agence Nationale de Cohésion Sociale et d'Égalité des Chances) et 3000 € de la Mairie de Paris



#### Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques

Enda Europe, s'est engagée à suivre sur une période de 5 ans et à rendre compte des actions des membres du Comité 21 (plus de 330 entreprises, collectivités locales, établissements publics et associations) en matière de lutte contre les discriminations ethniques. L'action d'Enda Europe s'inscrit dans le cadre de l'axe 3 du Programme décennal des membres du Comité 21, « *respecter la diversité culturelle et lutter contre les exclusions* ».



De g. à dr.: Farid Yaker (Enda Europe), Khédidja Bourcart (Mairie de Paris), Kamel Benamra (ACSE), Nicolas Blanc (Comité 21)

#### Objectif global

Promouvoir l'égalité des chances dans les politiques et procédures de recrutement et de gestion des carrières.

#### Objectifs spécifiques

- sensibiliser les décideurs (managers, dirigeants RH, cabinets de recrutement, actionnaires, élus locaux) sur la problématique de la lutte contre les discriminations ethniques ;
- suivre les mesures prises par les adhérents pour promouvoir la diversité ethnique (diagnostics diversité, politiques et procédures RH, relations avec les cabinets de recrutement, etc.) ;
- inciter les membres du C21 à adhérer à la Charte de la diversité et au Pacte mondial des entreprises

#### Résultats attendus

- 80 personnes issues des minorités ethniques recrutées par an<sup>12</sup>
- au moins 60 membres du Comité 21 sensibilisés et engageant des actions concrètes

#### Produits :

- un document d'analyse des politiques, stratégies et démarches de « lutte contre la discrimination ethnique » engagées par les adhérents du Comité 21 en 2006 (sur la base des rapports annuels)
- un site Internet [www.diversiteplus.fr](http://www.diversiteplus.fr) actualisé, recensant et présentant les résultats de l'action (tableau de bord, document d'analyse, etc.) et constituant une véritable ressource en matière de lutte contre les discriminations au sein des organisations



#### Résumé exécutif des principales activités de 2006

Enda Europe, en partenariat avec le Comité 21, a mené sa première enquête annuelle auprès des membres du comité 21. Cette enquête a permis de réaliser un état des lieux des politiques de diversité liées à l'origine au sein d'une trentaine d'organisations membres du Comité 21, essentiellement des grandes entreprises françaises, et ainsi de recueillir les expériences en matière de promotion de la diversité sur le lieu de travail.

Enda Europe a également mis en place un site Internet [www.diversiteplus.fr](http://www.diversiteplus.fr), qui se veut avant tout un site de veille sur les discriminations liées à l'origine sur le lieu de travail.

<sup>12</sup> En hypothèses basses, nous estimons à 200.000 personnes les effectifs salariés des membres du Comité 21 et à 10.000 le nombre de recrutements annuels. Le nombre de 80 correspond donc à moins de 1% des recrutements.



## Principaux enseignements

Cette phase pilote a permis de tirer des enseignements et de réorienter certaines actions en fonction des résultats de l'année 2006.

### ***Lacune en matière d'indicateurs de progrès : constitution d'un groupe de travail***

L'enquête a révélé une lacune en matière d'indicateurs de progrès de la diversité ethnique dans les entreprises. Cette difficulté d'évaluation et de suivi est en grande partie liée à la quasi-impossibilité pour les entreprises de constituer des bases de données basées sur le critère ethnique alors qu'elles peuvent tenir des statistiques sur les femmes, les seniors, les personnes handicapées, les syndicalistes, les âges...

Enda Europe est donc en train de mettre sur pied un groupe de travail avec les organisations ayant collaboré à l'enquête (Comité 21, ACSE) et des personnes ressources faisant partie du comité scientifique.

### ***Les collectivités territoriales et les établissements publics, grands absents de l'enquête : mieux les informer et les sensibiliser***

Seulement 8% des réponses sont issues des collectivités territoriales adhérentes du Comité 21.

Les collectivités territoriales comprennent la diversité comme les actions qu'elles mènent en direction des habitants de leur commune, de leur département, de leur région. Or, elles emploient de plus en plus de salariés contractuels et peuvent donc mener des actions pertinentes en matière de diversité des sources de recrutement, par exemple.

Pour l'enquête 2007, Enda Europe espère recevoir davantage de réponse des collectivités territoriales et des établissements publics membres du Comité 21. C'est pourquoi, un important travail de sensibilisation, à travers le site et les lettres d'information s'avèrera nécessaire.

### ***Les PME/PMI : une nouvelle cible à atteindre***

Le Comité 21 compte assez peu de PME/PMI comparativement aux grandes entreprises. Toutefois, il semble important de faire un diagnostic sur les pratiques existantes au sein des PME puis de développer un outil de sensibilisation adapté à ce public.

### ***Accroître le taux de participation à l'enquête 2007 : accroître la communication sur les résultats***

Les entreprises sont les organisations les plus mobilisées sur cette question mais leur mobilisation par rapport à l'enquête a été faible. Ceci étant, 10% réponses est un résultat assez honorable pour la 1ère année.

Enda Europe et ses partenaires comptent profiter de la restitution de l'enquête 2006 pour inciter les membres du Comité 21 à répondre à la prochaine enquête. En outre, la mobilisation de média partenaires pour la diffusion des résultats de l'enquête et l'envoi de la lettre d'information trimestrielle devrait permettre de mieux sensibiliser les membres du Comité 21 aux enjeux de l'enquête annuelle.



## Éléments de perspective pour 2007

2007 étant l'année européenne de l'égalité des chances pour tous, Enda Europe souhaiterait y contribuer en faisant partager les résultats des travaux qu'elle a réalisés en 2006 et en continuant à collecter des données en 2007. Enda Europe espère ainsi que l'année européenne soit un facteur de dynamisme auprès des membres du Comité 21 et qu'elle les incite à développer ou accroître leurs actions en matière de diversité et de lutte contre les discriminations liées à l'origine.

L'enquête 2007, qui devrait donc être particulièrement riche, peut également servir d'élément de capitalisation des actions entreprises par les membres du Comité 21 à l'occasion de l'année européenne de l'égalité des chances pour tous.

**VALORISER L'IMAGE DE L'AFRIQUE NOIRE POUR EN DIFFUSER UNE REPRESENTATION OBJECTIVE AUPRES DES POPULATIONS QUI EN SONT ISSUES**

<b>Partenaires</b>	La CADE (Coordination pour l'Afrique de Demain)
<b>Dates de début-fin</b>	Juin 2006 - Février 2007
<b>Budget et bailleurs</b>	10 000 € du FASILD (aujourd'hui ACSE - Agence Nationale de Cohésion Sociale et d'Égalité des Chances)



**Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques**

La CADE s'adresse depuis 11 ans, à travers ses rencontres-débats organisées à Paris et ses Lettres d'information mensuelles à un public majoritairement composé d'africanistes, de professionnels de la coopération et d'étudiants. L'intérêt principal du projet cofinancé par l'ACSE était de permettre à la CADE de renouveler son public : plus jeune, plus franco-africain.

En effet, pour beaucoup d'Africains ou de franco-africains, ce que fait la CADE est utile mais ils trouvent dommage que ce discours de valorisation de l'image de l'Afrique ne soit pas davantage porté par des Africains eux-mêmes. Il a donc été jugé opportun, et important, d'accroître la participation d'Africains ou de franco-africains dans les travaux de la CADE.

Il avait été convenu, outre la poursuite des rencontres-débats habituelles, qui ont été structurées en 2006 en 2 cycles successifs sur la Démocratie en Afrique et sur l'Afrique des Jeunes, de démarrer 2 types d'actions nouvelles :

- organisation de rencontres-débats en Ile de France avec des Africains de la diaspora, notamment des jeunes
- interventions sur des radios communautaires.

Il s'agissait en outre d'élargir la liste de diffusion de la CADE aux Africains de la diaspora qui deviendraient ainsi plus nombreux à être destinataires de la Lettre, participants aux rencontres-débats et pourquoi pas membres de la CADE.



**Résumé exécutif des principales activités de 2006**

L'ensemble des activités ont été menées en partenariat Enda Europe/CADE.

**Organisation de rencontres débats**

La première rencontre-débat d'un cycle qui se développera en 2007 sur *L'Afrique des Jeunes* a été consacrée le 12 décembre 2006 *aux jeunes Africains en France ou aux jeunes Français d'origine africaine*. En s'adressant à cette population, la Cade a souhaité, conformément à l'esprit du projet Fasild, lui offrir une meilleure représentation de leur continent d'origine que celle, plus négative, trop souvent véhiculée. Un nouveau public de jeunes d'origine africaine et des membres d'associations ne faisant pas partie du public habituel de la Cade assistaient à cette rencontre et ont pris une part active au débat.

Une rencontre débat, ou remue-méninges, a été co-organisée par les associations Génér'Actions Unies, GRDR, Enda Europe et La CADE sur le thème : *"Quelle(s) identité(s) dans une société républicaine et multiculturelle?"*, le jeudi 25 janvier 2007 à la Bourse du Travail de Saint Denis (93), avec la participation de M. Mahamet TIMERA, anthropologue et maître de conférences à l'Université du Havre.

Le public, principalement composé de jeunes franco-africains actifs dans des associations citoyennes et/ou de solidarité, a débattu entre autres sur leurs expériences personnelles et collectives en France, de leur double culture ou recompositions identitaires, des caractéristiques et insuffisances du système républicain français et de l'image de l'Afrique.

**Emissions sur une radio alternative, Radio Aligre (93.1 FM)**

Un accord a été formalisé entre la CADE et Radio Aligre pour l'organisation d'émissions bi-mensuelles de 40 minutes dans le cadre de l'émission « Voix contre Oreille », animée par Florence Maton, journaliste à Radio-Aligre.

Emissions réalisées en 2006:

- 4 octobre: présentation de la CADE, et de l'ouvrage « L'Afrique des idées reçues », de /coordonné par Georges Courade.
- 15 novembre: l'avenir des relations entre Les Afriques et l'Europe.
- 13 décembre: entreprendre en Afrique, c'est possible.

#### **Elargissement de la liste de diffusion de la CADE**

Une liste de diffusion des acteurs franciliens issus ou proches de la diaspora africaine a été établie et a été destinataire d'un courrier de présentation de la CADE ainsi que d'invitations à ses rencontres-débats.

Ont été contactées un total de 517 institutions, réparties comme suit :

- 164 associations franco-africaines
- 21 medias liés à l'Afrique
- 94 Maisons de la Jeunesse et de la Culture
- 195 lycées de l'académie de Versailles
- 43 lycées de l'académie de Créteil



#### **Principaux enseignements**

Globalement, l'action, qui correspondait à une véritable réorientation des activités de la CADE, a porté ses fruits puisque des activités concrètes ont pu être mises en place par l'organisation d'une rencontre débat et un cycle d'émissions de radios, qui se poursuit en 2007.

Cependant, la démarche a été caractérisée par de nombreux tâtonnements qui ont demandé beaucoup d'énergie, compte tenu du principal défi qui était la non-connaissance du milieu associatif et notamment celui de la diaspora africaine par la CADE et vice versa.

De nombreux contacts ont été pris avec des associations connues par Enda Europe, mais dont peu ont donné des suites concrètes. Ainsi, une participation aux « Peupliers à Palabres », un projet porté la Fédération Léo Lagrange et cofinancé par la Région Ile de France a été envisagé, puis écarté compte tenu de sa faible valeur ajoutée pour la CADE (manque de visibilité dans les médias, public très limité...). L'EPRA, organisme qui appuie une centaine de radios communautaires notamment franco-africaines, avait également été approché pour un éventuel partenariat EPRA/CADE, mais il s'est avéré plus efficace de travailler directement avec une radio, par ailleurs membre de l'EPRA (radio Aligre).

Par ailleurs, il avait été projeté d'organiser des rencontres débats sous une forme innovante, avec des lycéens, et de diffuser la Lettre de la CADE dans les centres de documentation des lycées, mais les courriers adressés aux directeurs/trices d'établissement se sont heurtés à une indifférence totale. Nous n'avons obtenu aucun retour des lycées contactés. Si cette idée doit être menée à bien, il sera peut être plus efficace de passer par des professeurs « militants » et directement intéressés par l'Afrique Noire pour permettre à la CADE d'avoir accès à ce public.



#### **Eléments de perspective pour 2007**

L'évaluation interne du projet est prévue début 2007, par l'analyse quantitative de la fréquentation des rencontres-débats de la CADE et l'analyse qualitative des réponses aux questionnaires désormais distribués systématiquement lors des rencontres débats.

Cette évaluation permettra de dégager des pistes d'actions pour mieux organiser les interactions entre la CADE et la diaspora africaine, dont les membres, qui peuvent être Français d'origine africaine, étudiants Africains établis temporairement en France, ou encore élites africaines, militants associatifs ou pas, porteurs de ressentiments et de revendications envers la France (néo-)coloniale, méfiants ou enthousiasmés par la démarche de la CADE, et dans tous les cas différents de son public habituel, ce qui requiert un dialogue sur le long terme afin de s'adapter mutuellement.

LES RENCONTRES-DEBATS  
DE LA COORDINATION POUR L'AFRIQUE DE DEMAIN (CADE) EN 2006

Partenaires	Enda Tiers Monde, Association ARRI, IEP de Paris, Universités Paris 1, Paris 2, IEDES
Dates de début-fin	Janvier - Décembre 2006
Budget et bailleurs	28375 € MAE/DGCID (Ministère des Affaires Etrangères - Direction Généralé de la Coopération Internationale et du Développement), FASILD (aujourd'hui ACSE - Agence Nationale de Cohésion Sociale et d'Egalité des Chances), CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement).



### Choix stratégiques et objectifs

La Cade s'est donné pour mission centrale d'agir contre une certaine façon de voir l'Afrique, trop systématiquement pessimiste, souvent malveillante, en tout cas insuffisamment informée. A partir de cet objectif général, la Cade a souhaité en 2006 approfondir des thèmes en organisant ses rencontres-débats sous forme de cycles et s'est ouverte à un nouveau public de jeunes et en particulier de jeunes issus de l'immigration. Parallèlement un effort significatif a été fait en direction des médias.



### Ressources de la Cade

Les ressources de la Cade en 2006 proviennent comme les autres années des cotisations de ses adhérents, dont quelques abonnements de soutien provenant de personnes physiques et morales, de subventions et de prestations de service.



### Méthodes et modalités d'intervention

Les principales interventions de la Cade sont les rencontres-débats publiques mensuelles et la publication de la Lettre de la Cade (9 par an) reportées sur son site Internet. La Cade a inauguré en décembre 2005, à l'occasion de son dixième anniversaire, l'organisation de journées thématiques. Avec le soutien du FASILD d'Île-de-France, et en partenariat avec Enda-Europe, elle a cherché à toucher les jeunes issus de l'immigration en décentralisant des rencontres-débats en banlieue.



### La Cade centre ses actions sur quatre axes

- L'organisation à Paris de rencontres-débats publiques mensuelles (9 par an).
- La publication d'une Lettre mensuelle : *La Lettre de la Cade*, dans laquelle figure le compte rendu de chaque rencontre débat (9 par an).
- Un site Internet qui constitue la mémoire des rencontres débats.
- Des modules de formation, comme cela a été le cas en 2006, comme les années précédentes, avec l'AFVP.

Les modalités d'intervention de la Cade permettent de donner vie à un réseau des amis de la Cade. Elles permettent de diffuser ses réflexions, avec le concours des meilleurs spécialistes des questions traitées lors des rencontres débats, à un public pas toujours au fait des réalités africaines et qui a une image déformée de la situation et de l'évolution du continent africain.



### Programme mis en œuvre en 2006

#### Cycle de rencontres-débats sur « les chemins de la démocratie en Afrique »

Un cycle de cinq rencontres débats a été organisé au premier semestre sur ce thème (janvier à mai). Il s'agissait de suivre l'évolution de l'organisation sociale et l'émergence du concept de démocratie, depuis l'Afrique précoloniale, à travers l'Etat colonial, les dictatures post-coloniales, la naissance des sociétés civiles. Les thèmes de ces rencontres ont été les suivants :

- Royaumes et Empires africains, un héritage toujours vivant ? (jeudi 19 janvier)
- La gestion coloniale : de l'administration directe à la représentation politique (mercredi 22 février)
- Des « soleils des indépendances » au crépuscule des dictatures (mercredi 22 mars)
- La « gésine » de l'Afrique moderne : de la démocratie formelle à la démocratie réelle (mercredi 26 avril)
- De démocraties africaines contemporaines ; état des lieux en Afrique du Sud, Tanzanie, Mali (mercredi 17 mai).

### Rencontre débat du 20 juin 2006

Elle a porté sur « *l'Afrique des idées reçues* » autour de l'ouvrage publié sous la direction de Georges Courade, directeur de recherche à l'IRD (éd. Belin). Cette rencontre-débat a porté sur les représentations occidentales mais aussi parfois africaines de l'Afrique, des Africain(e)s ou du processus de développement en cours sur le sous-continent qui s'expriment par un certain nombre de fausses évidences, de clichés ou de préjugés.

### Deux rencontres-débats sur « L'Entreprise en Afrique »

La Cade a souhaité intégrer dans sa réflexion le problème de l'entreprise en Afrique qui ne relève pas seulement des techniques économiques ou managériales mais aussi, plus profondément, des domaines du politique et de la société. Elle s'est d'abord attachée à tenter de dresser un état des lieux, puis, dans un deuxième volet, de relever les défis auxquels sont confrontés les entrepreneurs africains

- « *L'entreprise en Afrique, quel bilan ?* 11 octobre 2006
- « *Entreprendre en Afrique : mission impossible ?* 15 novembre 2006

### Cycle de rencontres-débats sur « L'Afrique des jeunes »

Ce cycle de six rencontres-débats occupera le premier semestre 2007. Il traitera de tous les aspects des problèmes de la jeunesse, dans toutes les étapes de la vie des individus, de la vie de famille à l'école, puis à l'entrée dans la vie active. A partir de leurs centres d'intérêt et de leurs espoirs, nous tenterons de discerner l'avenir et l'identité que se forment les jeunes Africains.

La première rencontre-débat de ce cycle qui se développera en 2007 a été consacrée le 12 décembre 2006 *aux jeunes Africains en France ou aux jeunes Français d'origine africaine*.

### Journée Afrique(s)-Europe demain : le futur des relations entre l'Afrique et l'Europe. (9 novembre 2006).

Cette journée a été co-organisée entre la Cade et ARRI (Association Réalités et Relations Internationales), en partenariat avec la Région Île de France. Traitant du thème du futur des relations entre l'Afrique et l'Europe, cette journée a poussé la prospective en retenant deux horizons : l'un, à court terme (pratiquement une demi-décennie), celui des accords de Cotonou dont les APE sont en cours de négociation ; l'autre à échéance plus lointaine (2030/2035), d'une génération entière, là où la prospective permet de mieux situer les problèmes et de donner à ceux d'ordre immédiat un plus juste poids.

### Diffusion et communication

Des comptes-rendus exhaustifs des journées consacrées aux « *chemins de la démocratie en Afrique* » et à « *Afrique(s)-Europe demain* » sont en cours de préparation pour publication prochaine.

La Cade a publié neuf Lettres dont la diffusion a été améliorée pour tenir compte du nouveau public auquel elle s'adresse.

En outre, dans le cadre du projet cofinancé par l'ACSE, la Cade a développé ses relations avec des radios : un projet d'émissions régulières a été négocié avec Africa N°1, et un cycle d'émissions régulières a été organisé avec Radio Aligre (3 émissions en 2006) et se poursuivra en 2007.

A partir de son site Internet, la Cade a organisé un forum de discussion se rapportant à chacune des rencontres-débats permettant ainsi d'élargir son public et les débats ainsi que de tester la réactivité de ce public aux sujets traités. L'inscription à ce forum est à faire à l'adresse suivante :

[rencontresdelacadesubscribe@yahoogroupes.fr](mailto:rencontresdelacadesubscribe@yahoogroupes.fr)



## Eléments de perspective pour 2007

### Cycle sur « l'Afrique des jeunes »

La Cade a préparé pour 2007 un cycle sur « L'Afrique des jeunes ». Un comité de pilotage s'est mis en place auquel seront associés des étudiants de l'IEP de Paris dans le cadre d'un projet collectif avec le service de la scolarité de cette école. Il s'appuiera sur plusieurs éléments : le colloque de Bamako consacré aux jeunes ; les 7<sup>e</sup> rencontres d'EJA (Enfants et Jeunes en Action) sous l'égide d'Enda à Ouagadougou le 22 juillet 2006 ; le secteur jeunesse de la Délégation aux Droits de l'Homme et à la Démocratie de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), intéressée par le projet.

### Elargissement du public des rencontres-débats

Une réflexion a été conduite en 2006 entre la Cade, Enda Europe et les associations GRDR, Avenir, Jeunesse Education partage (AJEP) et Génération Unies pour l'organisation de rencontres-débats en région parisienne auprès d'un public différent du public habituel de la CADE.

Une première rencontre-débat est co-organisée avec ces associations le 25 janvier 2007 sur le thème « *Quelle(s) identité(s) dans une société républicaine et multiculturelle* » à la Bourse du Travail de Saint-Denis. La décentralisation des activités de la Cade devra se poursuivre en s'accroissant, en profitant des initiatives prises en 2006, pour faire participer les associations aux réflexions de la Cade et en tirant partie de leur expérience pour mieux répondre aux questions que ce nouveau public peut se poser.

### Diffusion des débats des journées thématiques

Les Actes de ces 2 journées seront publiés et largement diffusés dans le courant de l'année 2007, ce qui représente un effort financier particulier.

C. PRESTATIONS DE SERVICES EN LIEN AVEC LA MISSION DE PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

RENFORCEMENT DES CAPACITES EN ACHATS ECO-RESPONSABLES AU MAROC	
Partenaires	Ecoeff
Localisation	Rabat, Maroc
Dates de début-fin	2005 - 2006
Budget	48 000 € (dont PNUE 48 000 €)
Bailleurs	PNUE

 **Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques**

Le projet est mené par le PNUE, Enda Europe et Ecoeff, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Environnement Marocain et du Programme des Nations Unies pour le Développement. Il rentre dans le cadre international de soutien à la création des conditions pour l'avancement de modes de consommation et production durables qui a commencé au Maroc, à Marrakech en Juin 2003 (le « processus de Marrakech »).

A travers divers débats internationaux sur l'application du Processus de Marrakech en Afrique (Casablanca 2004 et Nairobi 2005), les gouvernements ont clairement indiqué que la commande publique constituait un vecteur majeur de développement économique durable et de progrès social. L'intégration des critères sociaux et environnementaux dans les achats publics ainsi que dans la conception, la construction et le fonctionnement de réseaux de transports, d'immeubles, de centres de déchets, etc. peuvent à la fois permettre de soutenir l'innovation et constituer une réelle opportunité de progresser vers des modes de consommation et de production durables.

Compte tenu de son soutien au processus de Marrakech, le Maroc a été choisi comme pays pilote pour ce projet qui vise à faciliter la prise de conscience par les décideurs et les acheteurs publics de l'importance d'intégrer les critères de développement durable dans les procédures et pratiques d'achats publics.

Le projet pilote Maroc a pour but de développer des pratiques d'achats publics éco-responsables par l'introduction des concepts de production et consommation durables. Ainsi, 2 journées de sensibilisation ont été dispensées aux fonctionnaires responsables des achats et/ou aux responsables officiels de la politique d'achats ainsi qu'aux représentants des entreprises locales qui sont les principaux fournisseurs de l'Etat marocain.

En outre, afin d'adapter au mieux cette formation aux réalités marocaines, une étude sur les achats publics au Maroc a été réalisée.

*Objectif global :*  
Promouvoir des modes de consommation et de production durable

- Objectifs spécifiques :*
1. renforcer les capacités des acheteurs publics (responsables de la politique d'achats ou responsables de l'achat) en matière d'achats publics responsables au Maroc
  2. sensibiliser les représentants de producteurs aux modes de production durables

 **Nature du partenariat et financements recherchés ou obtenus**

Partenaire	Rôle	Financement prévu
Enda Europe	Conception du projet Mise en œuvre du projet Suivi administratif du cofinancement PNUE	Non
Ecoeff	Conception du projet Mise en œuvre du projet	Non
PNUE	Financement	48 000 €

## Bref rappel des résultats obtenus en 2005

Un comité d'orientation local du projet a été mis en place. Une étude sur les achats publics au Maroc a été réalisée par Meriem Houzir (Alliadèv) et a servi au développement des outils pédagogiques.

## Présentation des activités réalisées et de leurs impacts

Pour la phase pilote du projet, 15 ministères avaient été sélectionnés en raison du volume de leurs achats dans les achats publics. Les journées de sensibilisation à Rabat des 21 et 22 juin 2006 ont ainsi réuni une trentaine de participants issus de 11 départements ministériels, la majorité exerçant une fonction directement liée aux achats dans leur ministère (généralement direction des affaires administratives générales).



Groupe de travail sur le thème du papier lors de l'atelier

La première journée a été une journée de sensibilisation. Elle a permis d'introduire les notions de développement durable, de modes de consommation et de production durables, et enfin d'achats éco-responsables. Ces notions ont été abordées non seulement de manière théorique afin de donner aux participants tous les éléments nécessaires à la compréhension et à la mise en œuvre d'une démarche d'achats éco-responsables mais également replacées dans un contexte international afin de présenter aux participants tous les enjeux que comportent les achats responsables et les efforts réalisés par la communauté internationale.

La deuxième journée a été une journée de formation en direction des acheteurs. La première partie de la matinée a été consacrée aux exemples internationaux d'achats publics éco-responsables. La présentation de l'évolution du code français des marchés publics a servi de base pour présenter les différentes étapes à suivre pour intégrer les questions de développement durable dans les achats publics. La réalisation d'un exercice pratique a permis l'assimilation et la mise en application des connaissances acquises. Les journées de sensibilisation aux achats éco-responsables ont été conclues par un tour de table au cours duquel chaque participant a proposé des pistes d'actions pour la suite de cette formation.

## Principaux enseignements

Le souci de prendre en compte le contexte local, au niveau culturel, social ou juridique, a été une préoccupation majeure. En effet, les participants ont fait preuve d'un réel intérêt pour cette démarche d'achats éco-responsables mais ont, à diverses reprises, soulevé les contraintes de la législation, les limites du marché (peu voire pas de produits locaux verts) et les barrières culturelles au Maroc.

Ainsi, tous les participants ont convenu du besoin d'information, de sensibilisation et de formation de tous les acteurs. Les participants ont donc demandé la reproduction des formations, ce qui pourrait être réalisable par les relais locaux et en utilisant les outils pédagogiques mis à disposition par le PNUE. En outre, le besoin d'un guide sur l'intégration d'une démarche achats éco-responsables au sein des ministères a également été mentionné à plusieurs reprises. Enfin, l'idée a été émise que les achats publics responsables soient intégrés dans la stratégie nationale de développement durable. Toutes ces idées étaient accompagnées d'une forte demande d'accompagnement par le PNUE.

PROGRAMME D'APPUI AU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ALGERIEN

Partenaires	Ministère de l'Environnement Algérien
Localisation	Algérie
Dates de début-fin	2006

 **Présentation de l'idée du programme et de ses objectifs spécifiques**

En 2006, le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (sous-direction de la protection de la biodiversité) a de nouveau fait appel à Enda Europe pour poursuivre la démarche de développement local et de réhabilitation de l'Oasis de Tiout (Wilaya de Naama, Sud-ouest algérien). Le MATE a également requis l'assistance d'Enda Europe pour lancer une dynamique d'éco-tourisme dans la Wilaya de Naama.

 **Présentation des activités réalisées et de leurs impacts**

**Réhabilitation de la palmeraie de Tiout**

Le MATE a identifié une série de **sites remarquables** caractérisés par leur richesse en termes de biodiversité ou de patrimoine culturel (ex : gravures rupestres de Tiout) et qui disposent donc d'un potentiel touristique significatif.

Ces sites remarquables sont néanmoins situés dans des zones habitées et sont soumis aux pressions liées au développement des activités humaines. A Tiout par exemple, le forage de puits dans la plaine avoisinante a provoqué l'assèchement de la source qui alimentait l'Oasis entraînant par la même la ruine des agriculteurs locaux. Les gravures rupestres millénaires subissent par ailleurs des dégradations répétées et devraient être rapidement mises à l'abri.

L'objectif de l'intervention d'Enda Europe vise à s'assurer que le développement économique dans ces zones remarquables, qu'il s'agit d'encourager, ne se fasse pas au détriment des écosystèmes. Bien au contraire, la valorisation culturelle, touristique et l'exploitation raisonnable de ces écosystèmes devraient offrir de nouvelles perspectives économiques à des populations rurales le plus souvent marginalisées qui, tirant avantage des sites remarquables, se mobiliseraient d'autant plus pour leur protection.

C'est là tout l'enjeu de la mise en œuvre de démarches de développement local compatibles avec les objectifs de préservation de l'environnement.

La démarche de développement local durable (Agenda 21), inaugurée à Rio en 1992, offre par ailleurs l'avantage de promouvoir une approche participative permettant une écoute attentive et un dialogue approfondi entre les différents acteurs du développement local : la parole donnée aux acteurs locaux et la mise en place d'espaces de concertation avec les pouvoirs publics est en effet un gage de prise en compte des préoccupations et des besoins réels des populations locales. Le succès de la mission organisée en décembre 2004 à Tiout et la dynamique enclenchée depuis lors illustre l'intérêt des démarches participatives.

L'activité menée par Enda en 2006 a principalement consisté à favoriser la mise en cohérence des interventions menées par le MATE et une ONG algérienne, l'AREA-ED qui développe également une démarche de développement local avec le soutien d'un groupe pétrolier international.

Un accent particulier a ainsi été mis sur l'harmonisation des appels d'offres du MATE, lancé en mai 06 et portant sur l'étude de la réhabilitation et de l'aménagement de la palmeraie de Tiout, et de l'AREA-ED, dont les termes de référence étaient très semblables à ceux du MATE. Le prestataire du MATE a été sélectionné fin 2006 et il devait démarrer l'étude au cours du premier trimestre 07.



Site remarquable à Tiout

### **Lancement d'une dynamique de tourisme durable**

Le second volet de l'action en faveur du développement local durable de la Commune de Tiout a porté sur le volet écotouristique. Dans ce cadre, un atelier de travail d'une journée entre des responsables des différents secteurs concernés de la Wilaya (environnement, tourisme, jeunesse et sports, etc.), des professionnels du tourisme, du mouvement associatif, etc a été organisée. L'objectif de la réunion était d'échanger sur les préalables et conditions à réunir en vue d'accroître la contribution de l'écotourisme au développement local durable de la Commune de Tiout.

L'Atelier a abouti notamment à l'élaboration de recommandations qui ont été transmises au Ministre du Tourisme algérien et au Wali de Naama.

#### **Communiqué de Presse**

Un atelier sur le développement de l'écotourisme a eu lieu dimanche 22 novembre 06 à Tiout à l'instigation de la Commune de Tiout, de la Wilaya de Naama et de l'ONG internationale Enda Europe, missionnée par la Coopération française. L'objectif de cet atelier était de réunir l'ensemble des acteurs concernés au niveau de la Wilaya afin de définir les grandes lignes d'un Plan de développement de l'écotourisme. Ont ainsi pris part à la rencontre plusieurs Directeurs membres de l'exécutif de la Wilaya (Tourisme, Environnement, Culture, Jeunesse et Sports, Conservateur des Forêts, etc.), des universitaires, associations locales et nationales (AREA-ED), bureaux d'études, collectivités locales.

Au cours de la première partie de l'Atelier les participants ont établi un bilan de la situation de l'écotourisme dans la Wilaya (opportunités, points de blocages, enjeux, etc.). Il ressort des discussions que malgré de nombreuses opportunités (Oasis des Monts des Ksour, Djebel Aissa, Ain Ouarka, richesse du patrimoine immatériel, etc.) et la proximité relative des grandes villes du Nord comparativement aux Wilayas du Grand Sud, le secteur touristique reste encore léthargique.

Le développement de ce secteur revêt pourtant un caractère stratégique pour la Wilaya compte tenu de la nécessité de créer de l'activité économique et des emplois et du faible nombre d'alternatives économiques, hors tourisme. La principale faiblesse notée par les participants concerne l'inexistence au niveau de la Wilaya de professionnels du tourisme et la non inscription des sites de la Wilaya sur les itinéraires des principaux tours opérateurs actifs en Algérie.

La seconde partie de l'Atelier a été consacrée à l'élaboration de propositions d'action visant à développer le secteur de l'écotourisme. Les principales propositions élaborées par les participants sont les suivantes :

- recensement des atouts naturels et culturels de la Wilaya (établissement de fiches techniques) et élaboration de statistiques sur la fréquentation touristique actuelle (écotourisme, thermal/médical, religieux, etc.)
- mise en place d'un Comité intersectoriel de développement de l'écotourisme impliquant des professionnels ainsi que les acteurs associatifs
- invitation d'opérateurs touristiques nationaux et internationaux dans la Wilaya en vue de leur faire découvrir les atouts de la région et de recenser les améliorations et innovations à apporter aux produits et à l'offre écotouristiques.

Il a ainsi été proposé de faire vivre les Ksour rénovés par le Ministère de la Culture en organisant des manifestations et fêtes annuelles (mouton/Mecheria, abricot/Bousemghoun, dattes/Moghrar, Gravures/Tiout, etc.).

Un effort particulier doit par ailleurs être fait en vue de former des jeunes aux métiers de l'Hôtellerie et du Tourisme (la première promotion de techniciens en hôtellerie devrait sortir cette année du CFPA de Mecheria).

Les secteurs des Forêts, de l'Environnement et de la Culture qui attirent l'attention sur la nécessité de préserver le patrimoine naturel et culturel ont cependant également présenté de nombreuses propositions visant à accroître l'attractivité de la région :

- plantation d'arbres
- embellissement des façades en accord avec le cachet des Ksour
- urbanisation contrôlée et gestion des déchets

Les participants ont par ailleurs souhaité que la Commune de Tiout bénéficie du statut de Commune touristique et qu'elle puisse être considérée comme commue pilote dans la mise en oeuvre de la nouvelle dynamique écotouristique. etc.

Les recommandations de l'Atelier ont été présentées à M. le Wali de Naama qui s'est engagé à les étudier avec le plus grand soin et à agir en faveur de leur mise en oeuvre.

#### IV. PUBLICATION D'ARTICLES ET OUVRAGES

Actes du colloque sur la RSE des multinationales dans les pays du Sud, 5 octobre 2006.

Voir : [http://www.enda-europe.org/activite/RSE/Colloque\\_SP\\_RSE.html](http://www.enda-europe.org/activite/RSE/Colloque_SP_RSE.html)

De la lutte contre les discriminations à un projet de diversité : compter ou ne pas compter, Patricia GUITTON, Mémoire de fin d'étude Master 2 - Coopérations et Solidarités Internationales, Année 2005-2006, Septembre 2006, 106 p.

Note d'analyse : Suivi des engagements en matière de lutte contre les discriminations des membres du Comité 21, Rapport 2006, 48 p.

Voir : [http://www.discrimscope.fr/images/rapports/analyse\\_env.pdf](http://www.discrimscope.fr/images/rapports/analyse_env.pdf)

Contribution à l'atelier sur la non-discrimination et la diversité, forum FEDERE-Les Echos, 30 mars 2006, Farid Yaker.

Voir : <http://www.enda-europe.org/activite/pdflutdisc/federe2006.pdf>

#### V. (CO-) ORGANISATION DE SEMINAIRES ET DE FORMATIONS

##### A. FORMATIONS DISPENSEES PAR ENDA EUROPE

Date	Lieu	Thème	Participants / Enda Europe
14.06.2006	Antananarivo, Madagascar	Fonctionnement des bailleurs de fonds et indicateurs de suivi et d'impact d'un projet de développement (1/2 journée)	L'équipe d'Enda Océan Indien (env. 20 personnes) <i>A. Wittmann</i>
16.11.2006	Strasbourg	Rôle des ONG dans la coopération internationale : l'exemple d'Enda Tiers Monde. (1 journée)	Etudiants du Master 2 « Coopération UE - PVD », ITIRI / Université Marc Bloch <i>F. Yaker</i>
17.11.2006	Strasbourg	Le montage d'un dossier de cofinancement européen (ligne 21-02-03) (1 journée)	Etudiants du Master 2 « Coopération UE - PVD », ITIRI / Université Marc Bloch A. <i>Wittmann</i>
21-22.06.2006	Rabat	Journées de sensibilisation des ministères marocains aux achats éco-responsables (2 journées)	Une trentaine de participants issus de quinze ministères marocains <i>F. Yaker, K. Kernem</i>

##### B. PARTICIPATION A DES SEMINAIRES COMME PERSONNES RESSOURCES

Date	Lieu	Thème	Participants / pour Enda Europe
30.03.2006	Paris	Forum FEDERE-Les Echos, atelier sur la non-discrimination et la diversité	Contribution à l'atelier <i>F. Yaker</i>
12.12.2006	Paris	Les jeunes franco-africains en France	Conférence débat organisée par la CADE dans le cadre de son cycle « L'Afrique des Jeunes » <i>A. Wittmann</i>
18 et 19.12.2006	Paris	Forum National des acteurs du Co-Développement Intervention dans l'atelier « Mobilité des compétences de la diaspora »	Environ 300 institutionnels français, européens et internationaux, ONG, représentants de la diaspora. <i>F. Yaker, A. Wittmann</i>
11.01.2006	Paris	Panel développement durable d'EDF	<i>F. Yaker</i>
15.12.2006	Paris	Participation à la consultation des parties prenantes Areva (Comité 21)	<i>F. Yaker</i>
06.04.2006	Paris	Intervention lors de l'atelier international d'échanges sur YouthXchange	Plus d'une vingtaine de partenaires du PNUE - DTIE <i>F. Yaker, K. Kernem</i>

C. ATELIERS DE REFLEXION ET D'ECHANGES SUR DES THEMATIQUES PORTEES PAR ENDA EUROPE

Date	Lieu	Thème	Participants / pour Enda Europe
03-04.01.2006	Paris	Atelier de réflexion sur les financements institutionnels d'Enda Tiers Monde	CA d'Enda Tiers Monde Enda Maghreb, Enda GRAF, Enda Energie, Enda Lead, Enda Océan Indien. <i>Farid Yaker, Kanitha Kernem, Annelaure Wittmann</i>
27-28.03.2006	Valenciennes	TIC 21 - animation par Enda de l'atelier consacré au DEEE	<i>F. Yaker, K. Kernem</i>
05.07.2006	Paris	Présentation du programme MAFE aux associations de migrants sénégalais établis en Ile de France.	INED, IPDSR Une dizaine d'associations de migrants sénégalais. <i>F. Yaker, A. Wittmann</i>
05.10.2006	Paris	Colloque sur la RSE des multinationales dans les pays du Sud	Sciences Po Paris, Sherpa, 4D <i>F. Yaker, K. Kernem</i>
11.12.2006	Paris	Groupe de travail sur la mobilisation des diasporas qualifiées	Une dizaine d'associations représentant ou promouvant les initiatives de la diaspora du Sud. <i>F. Yaker, A. Wittmann</i>
20.12.2006	Aix-en-Provence	Intervention dans la formation organisée par l'association Touiza sur la gestion des déchets au Maghreb	F. Yaker

VI. PARTICIPATION A DES RENCONTRES ET A DES RESEAUX

A. RENCONTRES AUXQUELLES ENDA EUROPE A PARTICIPE

Recherche de financements

Date	Lieu	Thématique	Participants / pour Enda Europe
17.01.2006	Paris	Formation organisée par Coordination SUD sur la ligne de cofinancement 21-02-03 des ONG européennes, Commission Européenne.	Une dizaine d'ONG françaises <i>A. Wittmann</i>
14.03.2006	Paris	Groupe de travail sur les financements internationaux	Coordination SUD et 5 ONG françaises <i>A. Wittmann</i>
27.04.2006	Paris	Séminaire d'échanges organisé par le groupe de travail financements internationaux de Coordination SUD sur les modes de partenariat ONG / bailleurs institutionnels	Une vingtaine d'ONG françaises <i>A. Wittmann</i>
22.06.2006	Paris	Réunion de concertation AFD / ONG françaises sur la thématique de la santé.	Une vingtaine d'ONG françaises. <i>A. Wittmann</i>
09.10.2006	Paris	Groupe de travail sur les financements internationaux	Coordination SUD et 5 ONG françaises <i>A. Wittmann</i>
14 et 15.12.2006	Paris	Formation organisée par Coordination SUD « Etablir une stratégie financière pour une association »	Une vingtaine d'ONG françaises et africaines. <i>A. Wittmann</i>

Diasporas

Date	Lieu	Thématique	Participants / pour Enda Europe
18 et 19.05.2006	Lisbonne	Rencontre Migrations et développement du Centre Nord Sud	F. Yaker
21.03.2006	Paris, Sciences Po	Restitution organisée par Avenir Nepad International d'un séminaire international au Cameroun d' octobre 2006 «Organisations de la société civile africaine, Diasporas, NEPAD et Gouvernance »	Une centaine de représentants de la diaspora africaine et quelques ONG françaises. <i>A. Wittmann</i>
29.03.2006	Paris	Migrations et développement à l'AFD	F. Yaker
28.07.2006	Villers-le-Bel	Peupliers à Palabres organisé par une association de jeunes franco-africains sur le thème de la citoyenneté, la double culture, les relations avec l'Etat français.	Une trentaine de jeunes franco-africains. <i>A. Wittmann</i>
27.09.2006	Paris	Réunion d'information organisée par le Conseil Régional d'Ile de France sur l'appel à projets PICRI	Une trentaine d'associations et d'instituts de recherche franciliens dont l'INED. <i>A. Wittmann</i>
03.10.2006	Paris	Diaspora Knowledge Network - réunion de travail organisée par le CNRS avec l'appui de l'UNESCO	Une trentaine de chercheurs. Enda TM (Cheikh Gueye) <i>A. Wittmann</i>
19.10.2006	Paris	Restitution du projet « Peupliers à Palabres » par la Fédération Léo Lagrange, auprès du financeur, le Conseil Régional d'Ile de France	Une centaine de jeunes franco-africains, quelques ONG et institutionnels. <i>A. Wittmann</i>
08.11.2006	Paris	Conférence sur les migrations et le développement organisée par l'AFD	Environ 300 institutionnels et ONG. Enda Tiers Monde (Alioune Sall, la CADE) <i>F.Yaker, A. Wittmann</i>

Lutte contre les discriminations

Date	Lieu	Thématique	Participants / pour Enda Europe
14.02.2006	Paris	Rencontre sur l'égalité professionnelle, ORSE	F. Yaker
30.05.2006	Paris	Conférence Egalité des chances, La Villette	F. Yaker
19.10.2006	Paris	Colloque sur les statistiques ethniques, Centre stratégique	F. Yaker
21.10.2006	Paris	Colloque diversité en Europe, UNESCO	F. Yaker

Divers

Date	Lieu	Thématique	Participants / pour Enda Europe
14.12.2006	Paris	Débat sur la compensation des émissions de CO2 dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques organisé par Human Village.	Une centaine d'institutionnels (ADEME, PNUE...), d'organismes proposant de la compensation de CO2. <i>A. Wittmann</i>
12.10.2006	Paris	Atelier sur les TIC et le développement durable organisé par l'Institut National des Télécommunications (INT)	Une centaine d'étudiants, d'entreprises TIC et quelques ONG. <i>K.Kernem, A. Wittmann</i>
14.02.2006	Paris	Rencontre de l'ORSE sur le développement durable en Chine	Une trentaine d'entreprises et quelques associations. <i>K. Kernem</i>
12.01.2006	Paris	Réunion du Forum Social Maghrébin	F. Yaker
12.01.2006	Paris	Réunion du Forum Social Maghrébin	F. Yaker
29.05.2006	Paris	Réunion du Cercle Méditerranéen au CIHEAM	F. Yaker
7 et 8.09.2006	Luberon	Université d'été du développement durable	F. Yaker
16.09.2006	Paris	Comité de pilotage du Forum Civil Euromed	Une dizaine d'ONG euro-méditerranéennes. <i>A. Wittmann</i>
6 et 7.11.2006	Marrakech	Forum Civil Euromed	F.Yaker
26.10.2006	Paris	Cercle Méditerranéen, CIHEAM	F. Yaker
03.11.2006	Dijon	Participation à l'inauguration de l'exposition Ingénieuse Afrique	F. Yaker
04.11.2006	Paris	Cérémonie de remise des prix « Regards des jeunes sur la Cité » organisée par l'association OROLEIS lors de laquelle Enda Océan Indien a reçu un prix pour son film sur Antanarivo réalisé par les jeunes de l'Espace Jeunes	Une centaine de jeunes de toute la France, des associations. <i>A. Wittmann</i>
12-13.12.2006	Marseille	Atelier d'échanges AFD-ONG sur la facilité eau	Une dizaine d'ONG ayant reçu le soutien de l'AFD dans le cadre de la facilité eau et l'AFD <i>K. Kernem</i>

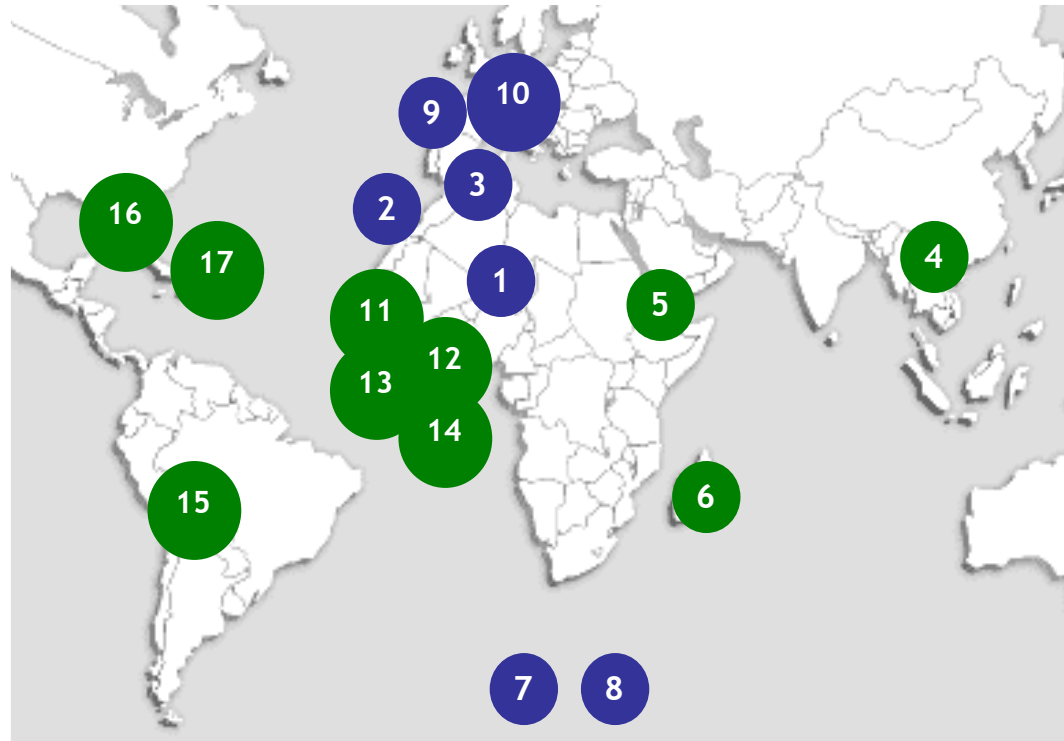
**B. RESEAUX ANIMES OU CO-ANIMES PAR ENDA EUROPE**

Nom	Nature et but
Groupe de travail diasporas	Représentants de la diaspora des pays du Sud, associations et institutions actives dans la mobilisation et l'appui aux initiatives de la diaspora.
Groupe de travail sur les discriminations liées à l'origine (Comité 21)	Membres du Comité 21 souhaitant échanger informations et pratiques sur ce thème.

C. RESEAUX AUXQUELS ENDA EUROPE PARTICIPE

Nom	Nature et but	Animateur
Centre de Recherche et d'Information sur le Développement (CRID)	ONG françaises	CRID
Coordination SUD (Solidarité Urgence Développement)	ONG françaises	Coordination SUD
Coordination SUD, Commission sur les Financements et le Renforcement Institutionnel, Groupe de travail sur les financements internationaux	Echange d'expériences entre ONG françaises, participation à la définition des actions d'appui de Coordination SUD pour faciliter l'accès aux financements internationaux pour les ONG françaises et leurs partenaires du Sud.	Coordination SUD
Comité 21	Développement durable, agenda 21	Comité 21
Plateforme des ONG pour le Forum civil Euromed	Place de la société civile dans l'Euromed	Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme
Groupe de travail désertification (GTD)	Environnement	CARI
Comité de suivi (CDS) des ONG d'environnement de la Méditerranée	Environnement	Tournant

Cartographie des activités d'Enda Europe



**République Dominicaine**  
17. Eau, assainissement et micro-entreprises dans deux communautés rurales

**Cuba**  
16. Programme inter-associatif Santé Cuba et programme TRAMIL

**Bolivie**  
15. Formation et insertion socio-professionnelle de jeunes marginalisé-e-s par la mise en place d'une unité de production de jouets pédagogiques en bois en Bolivie.

**Sénégal**  
14. Amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement à Pikine, Sénégal

13. Appui aux initiatives communautaires de la ville de Pikine

12. Adduction d'eau potable dans le village de Ndiayenne Pendaou

11. Projet de diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concerté et durable des ressources naturelles en Casamance

**Interdépendance Nord Sud**  
7. MAFE (Migrations entre Afrique et Europe) : Circulation Internationale et Développement Urbain au Sénégal

**Interdépendance Nord Sud**  
8. Responsabilité sociale des entreprises dans le développement durable des pays du Sud

**France**  
9. Lutte contre les discriminations liées à l'origine sur le lieu de travail

**France**  
10. Valorisation de l'image de l'Afrique, notamment auprès des personnes issues de l'immigration en Ile de France

**Afrique francophone**  
1. Adaptation du youthXchange aux pays d'Afrique francophone

**Maroc**  
2. Renforcement des capacités en achats écoresponsables

**Algérie**  
3. Appui au MATE algérien et à son projet de réhabilitation de l'oasis de Tiout

**Vietnam**  
4. Relogement participatif et développement urbain à Qui Nhon et Danang

**Ethiopie**  
5. Promotion de l'agriculture urbaine afin d'améliorer la nutrition pour les ménages urbains défavorisés, en particulier ceux touchés par le VIH/SIDA

**Madagascar**  
6. Valorisation sociale et amélioration des conditions de vie de la population défavorisée à Antananarivo.